

Dec. 80-Jan. 81 7f

37

IRL journal d'expressions libertaires

ECOLE MATERNELLE

L'ETAT M'INSECURE

Bonne
année

COFFRE
à
cassette

Environ un millier de personnes ont assisté aux journées libertaires à Montpellier. Dans une très grande salle où tous ceux qui sont venus diffuser, vendre ou faire connaître la presse libertaire, ont pu aisément exposer leurs journaux, livres et affiches. Réunis dans une atmosphère qui ne puait pas trop le sectarisme, tous les courants libertario-anarchistes ont trouvé une place et un moment pour s'exprimer, informer...

Liste non limitative :

- Etaient présents :
- le groupe F.A. de Toulon avec beaucoup d'affiches, de brochures anarchistes de la F.A. mais aussi de quelques autres éditeurs
 - Il y avait la Gryffe de Lyon dont une douzaine de personnes sont restées « liées » derrière les tables pendant deux jours.
 - Une librairie alternative de Montpellier « Contre-Champ ».
 - Un stand de la presse du Languedoc.
 - Les camarades de l'O.C.L. (« Courant Alternatif », leur nouveau périodique était là !)
 - Les anarchistes de C.P.C.A. (« Lanterne Noire », « Raisons de la Colère », « Iztok » et un camarade de Bordeaux) qui avaient, au milieu de leurs revues très sérieuses des petits badges qui ont fait notre joie, nous les petits passionnés des A cerclés.
 - Un stand de la C.N.T.F. de Toulouse et leurs deux publications : « Espoir-C.N.T.F. » et « Le Courrier de l'Éducation », ce dernier est gratuit... (vous voyez ce que je veux dire !)
 - Il y avait aussi un « Embryon » (de groupe) de Montpellier (je pense) de Ardecorn (contraception masculine - cf. le communiqué en page — dans ce numéro).
 - Il y avait aussi un demi stand de livres, chansons, affiches pour la libération de la Palestine.
 - Révolution Internationale !!!!!
 - Des livres anglais exposés par un libertaire hollandais qui vit de la diffusion de la presse libertaire, dans les librairies hollandaises et les fêtes libertario-alternatives du monde entier. Lui aussi avait des badges, plus beaux que ceux des anarchistes parisiens. Comme quoi, « Paris n'est pas toujours Paris ».
 - Un stand du C.I.R.A. (Centre International de Recherches sur l'Anarchisme) de Marseille, à côté du Centre Historico-Social de Barcelone (Centre de Documentation) avec des publications en espagnol.
 - Des copains du réseau alternatif (C.O.R.A.L.) des communautés qui accueillent des enfants « différents ». Ils exposaient entre autres, leur dernier livre : « Visiblement, je vous aime ».
 - Les affiches, journaux, coloriés, de « Basta », « Le Contre Journal » de la très grande et puissante Imprimerie 34 ». Peut-être un jour, voudront-ils parler de leur expérience.
 - Également, un stand de ceux qui « Volem Fumar al País » (au Sud, peut-être que ça pousse mieux).
 - Des camarades de l'U.T.C.L. de Toulouse et leur publication : « Tout le Pouvoir aux Travailleurs ! ».
 - Un copain du Mans, diffuseur d'« Acier Inox », journal de la région Orléans-Nantes...

Cette liste n'est pas complète évidemment et je n'ai pas parlé de tous ceux et celles qui, s'ils n'avaient pas de stand, ont apporté beaucoup de choses aux journées par les contacts et les « retrouvailles » qui sont encore la base du mouvement libertaire.

Encore une fois, le dicton « anar, bouffeur de papier, maniaque des livres, journaux et tout ce qui exprime une idée, une action », s'est encore confirmé. Tous les stands ont vraiment bien diffusé, vendu, fonctionné. Chacun avec ses spécificités et tous ont pu s'entretenir avec ceux qui avaient envie de connaître davantage les idées et les structures libertaires d'aujourd'hui, en France et ailleurs.

Il était prévu la présence d'autres éditeurs libertaires d'autres pays, mais seul, le Centre d'Histoire Sociale était présent officiellement.

Un contact donc, celui de Montpellier, avec toute une partie de ce mouvement organisé (et non), qui ne se cache pas derrière ses « misères » ou ses « forces ». Un contact avec des personnes « du pays », pour qui, je pense, avec stupeur ou enthousiasme, ont découvert des libertaires avec qui, ils pourront peut-être travailler...

Tout n'est pas positif

L'effort des « Montpellierens » n'a pas été négligeable. Moi, j'ai apprécié les deux journées pour tout ce que je viens de dire plus haut. Alors, si cette vision critique, toujours nécessaire si l'on ne veut pas être des « butés », doit être développée je ne m'attarderai pas sur les problèmes de la sono, le film de 70 sur l'anarchiste Pinelli (en italien traduit au pied levé, à une assemblée dont très peu comprenaient l'italien), ni sur la nécessité qu'il aurait fallu d'avoir deux lieux distincts : un pour l'exposition, un pour le débat — ces problèmes étant d'ordre technique (?).

Ce qui me préoccupe (MON NEGATIF), c'est la pauvreté des débats, je veux dire de leur contenu.

Le samedi après-midi par exemple, à part la présence de Gandini qui a essayé de bien préparer son exposé, pour qu'on puisse ensuite y greffer nos considérations, nous n'avons pas réussi à débattre sur les questions écologiques et notamment à répondre à la seule question intéressante : « comment ne pas laisser récupérer par le capitalisme les énergies alternatives ? ».

Ainsi que le débat sur la presse libertaire pour lequel, même si certaines questions importantes ont été posées (par exemple : « pourquoi les publications anarchistes libertaires n'arrivent-elles pas à sortir du ghetto des initiés? ») : le temps trop court et l'incapacité de maintenir une discussion en profondeur, nous a laissés « assoiffés ». Soit qui n'a pu être satisfaite qu'au stand « bouffe », comme d'habitude le plus visité. D'autres tables rondes ont été annoncées par la sono ; ce dont je me souviens : les radios libres, la sociologie libertaire, la Pologne, la légalisation du cannabis, le Tiers Monde...

A noter aussi le débat qui a suivi la projection du film « La Cécilia », le vendredi soir et celui éventuellement du dimanche soir auquel je n'ai pas pu assister.

A Lyon, on rafle gratis



Place du Pont, mercredi 19 novembre 80, 16 heures: la rafle commence. Le quartier est complètement bouclé par 200 policiers en tenue ou en civil. Que recherchent donc les flics dans ce quartier à « fort taux d'immigration » ? Le gendre du notaire lyonnais, comme certains ont pu le dire ? Ou bien est-ce une rafle anti-immigrés, comme aux temps de la guerre d'Algérie, pour pouvoir se débarrasser de tous ceux qui ne sont pas en règle avec la législation française ? Que non, disent les autorités ! Juste une enquête en flagrant délit, faisant suite à un hold-up commis dans une bijouterie... 15 jours auparavant ! Quelle couleuvre veulent-ils nous faire avaler ? Attendre 15 jours pour effectuer leur contrôle de flagrant délit. Surtout qu'un tel déploiement policier et un tel manque de discrétion ont dû mettre la puce à l'oreille des « dangereux malfaiteurs » qui n'ont eu qu'à rester bien sagement planqués en attendant que ça se passe ! A moins que...

A moins que les 554 personnes contrôlées, les 53 conduites au commissariat, les 24 qui ne sont sorties que le lendemain et les 12 qui étaient gardées à vue toute la nuit, à moins que tout cela n'ait été organisé uniquement que pour assurer un contrôle plus grand sur la population immigrée du quartier ; pour remettre à jour les fichiers policiers, pour faire peur aux immigrés en leur créant un climat d'insécurité et de contrôles qui les obligent à retourner chez eux. Car, comment expliquer que, pas une personne blanche, pas bronzée, pas frisée, pas louche quoi, qui passait dans le quartier à cette heure, n'ait été inquiétée ! Jusqu'à des militants de la C.F.D.T. qui se trouvaient là et qui ont essayé, en vain, de se faire arrêter.

Tout cela pourrait sembler irréel. Des rafles comme celle-ci, on n'en a pas vues depuis la guerre d'Algérie. Même les fameuses opérations coups de poing étaient menées avec moins d'ardeur et de précision. Alors, on ne peut que s'inquiéter. Pour les immigrés d'abord, qui sont les premières victimes de ce genre de procédures. Et, quand ils en auront fini avec les immigrés, ils trouveront bien d'autres gens pour leur mettre sur le dos tous les malheurs de la création. Et, il y a des chances pour que, ce jour-là, nous soyons dans les premiers rangs !

Vauban, 19 heures 30 : l'opération policière s'est terminée à 18h30. Des témoins ont pu suivre les fourgons qui déversèrent leur « cargaison » à Vauban, célèbre commissariat lyonnais, dans le quartier de la préfecture. La C.F.D.T. a lancé un appel pour un rassemblement immédiat devant le commissariat, appel relayé par Radio Léon qui émettait en direct et qui a fait passer des informations toute la soirée. 200 personnes environ ont fait le siège de Vauban refusant de se retirer tant qu'il resterait quelqu'un à l'intérieur. Une délégation a été reçue. Vers 20 heures, les flics chargèrent avec brutalité, laissant derrière eux 6 blessés. Les manifestants décidèrent de partir en cortège jusqu'au hall du Progrès.

La C.F.D.T., quant à elle, appelait à une manifestation de riposte pour le lendemain, manifestation suivie par environ 2000 personnes. ■

A PROPOS DE LA PREMIERE RAFLE D'IMMIGRÉS A LYON DEPUIS LA GUERRE D'ALGERIE

Pendant qu'à Paris, quelques députés et sénateurs s'occupent de la nouvelle loi « Avez-vous votre carte qui vous permet de sortir, marcher dans la rue, respirer un peu d'air ; non ! Allez directement en prison, ne passez pas par la case départ etc... », les policiers lyonnais s'entraînent (1).

Quand j'ai appris par téléphone que la police faisait une rafle, Place du Pont (quartier arabe pour ceux des lecteurs qui ne sont pas de Lyon), je me suis dit, tiens le projet du père Peyrefitte a dû passer. Et bien non. Ils ont contrôlé 554 personnes dans la rue, dans les cafés et dans les magasins ; arrêté 54 « sans papiers », avant que le projet « sécurité et liberté » ne passe. En toute « légalité » paraît-il. Qu'est-ce que ça sera quand ce projet sera passé. Quand je vois ce qu'ils arrivent à faire avec une loi qui dit que normalement la police n'a pas le droit de contrôler les badauds sans raison et que le port de la carte d'identité est facultatif (2), je me dis et redis qu'est-ce que ça sera quand ce projet (3) de merde sera passé !

Apparemment je n'ai pas été tout seul à penser ce genre de trucs. On s'est retrouvés quelques centaines le soir même devant Vauban (je n'y étais pas, on me l'a dit, on m'a dit aussi qu'il y avait eu 6 blessés hospitalisés), et 2000 le lendemain (j'y étais). Il n'y avait pas beaucoup d'immigrés. Il faut vraiment que cette minorité-là soit étouffée, étranglée pour qu'elle n'ose pas sortir.

B.B.

NOTES :

- (1) « Lyon : vaste opération de police dans le troisième arrondissement. Plus de 500 interpellations ». Titre du Progrès du 20 novembre.
- (2) A l'heure actuelle, la police ne peut effectuer de contrôles d'identité qu'en cas de flagrant délit ou d'enquête préliminaire. En cas d'enquête préliminaire (recherche d'un « délinquant ») seul un officier de police peut faire ce contrôle et de plus la personne qui refuse de s'y soumettre n'est passible d'aucune sanctions.
- (3) Le projet de Peyrefitte nous dit, entre autre, que dans tous les cas les flics pourront, quel que soit leur grade, procéder à un contrôle d'identité qu'il y ait ou non infraction. Si la personne interpellée ne peut justifier de son identité, elle sera mise au trou et, si elle rouspète, 10 jours à 3 mois d'emprisonnement, 1.200 à 2.000 francs d'amendes. (Si son copain intervient, ça lui coûtera le double). Mais, cela vient d'être supprimé par les sénateurs, merci messieurs les sénateurs, on ne vous en demandait pas tant.

A PROPOS DU PROJET PEYREFITTE

Cet article sur le projet Peyrefitte a été réalisé à partir de l'interview de Paul Bouchet, bâtonnier de l'ordre des avocats de Lyon.

Paul Bouchet nous a tout d'abord exposé la philosophie et les grands traits du projet « Sécurité et Liberté ». Selon lui, ce texte n'est pas nécessaire du point de vue de la technique juridique et, de plus, il implique un retournement par rapport à l'évolution de la philosophie de Droit Pénal depuis la libération. Le projet de réforme pénale par exemple, publié par le prédécesseur de Peyrefitte, Lecanuet, en 76 se basait sur la réinsertion sociale du condamné. Le projet Peyrefitte renverse ouvertement cette tendance en affirmant que le laxisme des juges et leur trop grand intérêt porté à la réinsertion du délinquant favoriserait la délinquance. Le texte s'inscrit par ailleurs dans le cadre de la période électorale où le président en place veut se faire l'homme de la sécurité. D'où le renforcement des peines en insistant sur la réduction de la marge de liberté laissée aux juges entre les peines théoriques (réduction de la fourchette entre maximum et minimum) et les peines effectivement prononcées (interdiction de condamner en dessous du minimum légal). Il en est de même entre les peines prononcées et les peines effectuées réellement (donc réduction du sursis et de la libération conditionnelle). De plus, les pouvoirs du Juge d'Application des Peines vont se voir réduits au profit de l'administration pénitentiaire.

Paul Bouchet a précisé que, techniquement, ce projet était une erreur monumentale dans la mesure où ce n'est pas la peur de la peine qui freine pour l'essentiel la délinquance, celle-ci étant due à d'autres causes beaucoup plus générales. Il semble affolant au bâtonnier d'envoyer des milliers de petits délinquants en prison alors que leur vrai problème est de vivre correctement et d'avoir du travail, auxquels cas, ils ne voleraient pas. Un moindre mal, selon lui, aurait pu être les centres de semi-liberté où les gens travaillent la journée, donc ne se désocialisent pas, et rentrent le soir à la prison. Mais les gens n'en veulent pas à côté de chez eux. En ce qui concerne les professionnels, ce n'est pas non plus le laxisme des juges mais la chance d'impunité qui les motive (la police éclaircit un délit sur cinq et un crime sur deux). De plus depuis cinq ans il y a cinquante pour cent d'emprisonnements en plus. Ainsi, à Lyon, il existe 500 places dans les prisons et on a parfois dépassé les mille prisonniers. Le fameux « choc carcéral » qui coupe de l'influence du milieu n'existe que dans des cas rarissimes. La prison est véritablement un pourrissoir d'où il sort plus de récidivistes que lorsque les prévenus sont condamnés à des peines sursitaires. En même temps, la population ne veut pas de prison sur son territoire (à Lyon, des crédits sont votés mais aucune commune n'accepte l'implantation d'une prison). Donc, selon Paul Bouchet, Peyrefitte ne peut pas croire ce qu'il dit, car, même de son propre point de vue (sauver la « paix sociale ») son projet est irréalisable.

Quant à la lenteur de la justice, Paul Bouchet a là aussi, nié que le projet y remédie sérieusement. Le flagrant



■ entrevue avec Paul Bouchet ■



délit va être remplacé, de fait, par la saisie directe avec absence d'instruction par un juge. Les affaires vont donc être instruites directement par le tribunal au procès avec une simple enquête de police. Les droits de la défense s'exerceront donc moins facilement avec une justice trop rapide. De plus, dans certaines affaires, le tribunal sera amené, à cause même de cette rapidité, à ordonner lui-même un supplément d'information, ce qui conduira à une procédure encore plus longue. Ce projet amène le risque de condamner sans preuve suffisamment probante. Selon Paul Bouchet, il est certain que, dans la pratique, les avocats essayeront de lutter contre cela mais il a rappelé que c'est la tendance exprimée par le projet qui est dangereuse.

En ce qui concerne les mouvements sociaux, le projet confirme là aussi une tendance à la répression. Paul Bouchet a rappelé le problème de la loi anti-casseurs qui ne devait s'appliquer qu'aux « vandales extrémistes », selon le langage officiel, et qui touche maintenant les syndicats ouvriers et paysans. Il en sera de même avec un projet qui, prétendant lutter contre la grande délinquance, permet de réprimer aussi les militants politiques et syndicaux.

Il est vrai qu'il existe une montée de la petite délinquance, mais due à des causes économiques et sociales. Mais les mêmes, qui demandent la répression, vont crier parce qu'ils pourront se faire arrêter dans une rafle sans leurs papiers et se retrouver au poste pour 6 heures. Or, dans une période où les abus de pouvoir se développent, il est dangereux de renforcer sur de tels points les pouvoirs de la police au détriment des libertés essentielles des citoyens. Mais Paul Bouchet fait remarquer que les syndicats de policiers majoritaires ont eux-mêmes protester contre ce projet qui renforce excessivement leurs pouvoirs et favorise les abus de certains. D'autant plus que ces contrôles quotidiens sont inefficaces pour lutter contre le grand banditisme (hold-up, trafic de drogues, otages). Il a insisté sur le fait que les syndicats de policiers ont mieux réagi que d'autres secteurs de l'opinion même populaire trop sensibles aux arguments démagogiques du gouvernement et à la psychose d'insécurité.

En ce qui concerne les avocats, Paul Bouchet a dénoncé la démagogie de Peyrefitte les accusant de corporatisme. Il fait remarquer que cela ne leur enlèvera pas d'affaires au contraire, mais leur procure l'impression que la qualité de la Justice va se dégrader. Ce projet ne les concerne pas eux-mêmes en tant qu'avocats, mais concerne tous les citoyens dont ils dénoncent d'ailleurs l'insuffisante réaction face à ce projet. Les avocats vont donc essayer de s'adapter à ce nouveau projet en essayant, en pratique, d'y réintroduire le maximum de garanties pour les citoyens.

Paul Bouchet a rappelé que la liberté est indivisible et que, chaque fois qu'une garantie acquise est perdue, elle l'est aussi bien pour soi que pour les autres. Ceci étant selon lui, une des grandes leçons de l'histoire à ne pas oublier. Et il a conclu en invitant l'ensemble des secteurs d'opinion à ne pas se retirer pendant que se livre cette bataille. ■

Petite chronique d'un futur possible

Le fascisme international ne sera pas éliminé par des manœuvres politiques. Il cèdera à l'organisation naturelle, internationale, du travail, de l'amour, de la connaissance.

*W. Reich
(La psychologie de masse du fascisme)*

Arrêté, en même temps que deux copains, à l'issue de la manifestation antifasciste, je fus, pour ma part, interrogé très sérieusement sur mon appartenance au groupe Action Directe (tout ça parce que je portais la banderole « contre tout fascisme, l'Action Directe »)... Rien n'arrête les petites têtes chercheuses de la police qui crurent sans doute, un instant, avoir mis la main sur le chef d'orchestre clandestin du dit groupe... Hélas, c'était un peu gros, je n'étais ni Italien, ni insoumis, et le lendemain, j'étais relâché. Officiellement, je devrais m'indigner, mais cette aventure est tellement ridicule, que c'est un peu difficile. Elle témoigne, en tout cas, de la méconnaissance totale de la part des flics tant des théories libertaires que du fonctionnement des groupes qui s'en réclament. Quant à l'arbitraire... il est quotidien, et plus flagrant encore à l'encontre des immigrés, par exemple.

Il est dans l'ordre des choses que l'Etat soit plus inquiet des actions réelles ou supposées de ceux qui s'opposent à lui que des menées des nazillons qui visent à son renforcement.

Au nazi anonyme

C'est là que tu intervins. Tu fus sans doute scandalisé de ce que tu as jugé comme une faiblesse de la police. Alors, tu t'es impressé de déposer dans ma boîte une lettre calligraphiée de menaces à l'égard de mes enfants. Ce qui est curieux, c'est que mon adresse était très peu connue, même des copains. Elle n'était pas non plus dans l'annuaire. Mais elle était indiquée sur les interrogatoires d'état civil que j'avais subis à Vauban. Simple coïncidence, sans doute, qui me fait cependant douter qu'il s'agisse du geste d'un dingue isolé.

Par une savante progression, tu as ensuite envoyé deux coups de téléphone, dont l'un m'enjoignait de cesser « d'aider les Youpins »...

Je dois le dire : j'ai eu peur, et tu as bien fait ton boulot. Pourtant, il faut que j'ajoute que ton mérite est diminué de ce que je suis d'un naturel craintif, et qu'il n'en fallait sans doute pas tant pour m'effrayer. Je n'ai pas envie que mes enfants soient des martyrs. Je ne suis pas même enthousiasmé à la perspective de me faire casser la gueule par quelque fanatique de ton espèce (ni même par quelqu'un d'autre).

Alors, c'est vrai, j'ai cessé de militer pendant quelques temps et maintenant encore, j'ai peur. L'irruption du nazisme dans sa vie quotidienne n'est pas quelque chose de neutre. Et je sais que, quelles que soient les précautions que je puisse prendre, elles ne peuvent être que dérisoires face à la détermination et à la vertuosité dont vous disposez, toi et tes proches, pour tout ce qui touche à la mort, à la peur et à l'immobilité. C'est d'ailleurs tout ce que vous savez faire, mais vous le faites bien, à croire que c'est tout ce que vous connaissez, et par quoi vous êtes attirés, la peur et la mort. Pour le reste, vous vous contentez de ressasser de vieilles idées débiles, en attendant que le temps, les circonstances historiques et économiques, induisent un retour à la haine et à la

bêtise. Alors, vous sortez de vos trous, faites sauter quelque imprimerie, tuez quelques juifs, dans l'espoir de pouvoir bientôt tuer plus.

Pourtant, vois-tu, j'aurais pu même cesser complètement de militer, sans que, pour autant, le mouvement libertaire lyonnais se trouve « décapité ». Ce qui fait sa force, ce n'est pas l'activisme, ni même la conviction agissante de quelques uns (dont je ne fais d'ailleurs pas tellement partie), mais tout un travail quotidien, qui n'est pas l'œuvre exclusive de ceux qui se réclament de l'anarchisme, mais de tous ceux qui ont simplement envie de vivre, et qui sentent que cela est possible plus pleinement qu'aujourd'hui. Notre seule originalité, par rapport à ceux-ci, est de rattacher ces mouvements à un projet politique global.

Tu penses sans doute que tout ça, c'est une dérobade. Et pourtant, au fond, c'est pareil pour le fascisme ; pareil et symétriquement opposé. Votre agitation, en soi, n'a aucune importance ; mais elle peut réveiller tout ce qui sommeille de peur et de fascisme en chacun et tirer profit d'une conjoncture politique globale.

On tirera sur tout ce qui bouge

Le fascisme, celui qui avoue son nom, n'est que la partie immergée d'un terrain qui lui est propice. De même, dans les années 20, le parti nazi n'était, apparemment, en Allemagne, qu'un groupuscule numériquement insignifiant. En 1919, lorsque Hitler prit contact avec ce qui était alors le parti ouvrier allemand, il le fit sur ordre, en tant qu'informateur de l'armée, dont il était alors employé du département politique. Une sorte de flic infiltré, en somme... Et le dit parti ouvrier n'a pu se développer et parvenir au pouvoir qu'en bénéficiant du climat créé par la crise politique, puis, et surtout économique, pendant laquelle il était tentant de chercher des boucs émissaires. Il y a tout un langage anti-capitaliste du nazisme à ses débuts que rappelle celui d'une partie, qui se dit révolutionnaire, de l'extrême-droite actuelle. Ultérieurement, il ne devait en rester que l'antisémitisme, ce qui d'ailleurs prouvait bien, à postériori, que les Juifs ne tenaient pas en mains les principaux leviers de l'économie. Aujourd'hui, il est probable que l'anti-sémitisme fera long feu, ne serait-ce que parce que les Juifs sont prêts à se défendre et disposent de plus de moyens pour cela qu'en 1933. Mais d'autres prendront le relai : les Arabes, par exemple ; il est si facile d'imputer tous nos maux aux magnats du pétrole, et de se venger sur le bicot du coin.

Hitler a bénéficié de l'indulgence et de l'aide de toute la droite respectable. Les patrons, d'abord, qui ont financé son parti, et l'ont amené, après qu'il ait récupéré toute une frange du prolétariat allemand, à abandonner le verbiage socialiste qui l'avait attirée et à se séparer de son aile gauche. Ils voyaient, à juste titre d'ailleurs, dans le mouvement nazi un rempart efficace à la pousée révolutionnaire qui s'était manifestée, notamment en Bavière, dans la république des conseils et dans le mouvement spartakiste. Aujourd'hui, il est inutile d'insister sur la

complicité et la sympathie dont jouissent les groupuscules fascistes auprès de la droite traditionnelle, au niveau du capitalisme international de la droite nationale (service d'ordre du parti républicain), de l'appareil en place (complicités dans la police) et au niveau local.

Sur le plan culturel, le parallèle est également frappant : l'Allemagne d'après 1918 jouissait d'une grande effervescence intellectuelle et artistique. Outre le mouvement révolutionnaire de Bavière, Berlin, entre autres, vit surgir un mouvement extrêmement riche : surréalisme, groupes homosexuels, psychanalyse (qui à l'époque avait un sens différent de celui qu'elle a pris aujourd'hui). De nombreux « lieux » différents virent le jour, en particulier dans le domaine de l'éducation et de la santé. Jusqu'à ce que des intellectuels réactionnaires prônent, avec des paroles ronflantes, le retour aux valeurs éternelles. Aujourd'hui, la « nouvelle droite » redevient crédible. Elle est pourtant toujours aussi bête et ne sait qu'émettre des banalités et des lieux communs accommodés à une sauce réactionnaire et liés par le culte du passé, la peur de la vie, et la fascination de l'immobilité.

Il ne peut pourtant y avoir que des analogies. La société a changé, et la renaissance d'un mouvement nazi qui soit l'exacte reproduction de celui du passé est impossible. Le développement de la technocratie, le niveau planétaire auquel se posent les problèmes sont des éléments qui font que le totalitarisme ne peut plus présenter le même visage. Ce qui ne signifie nullement qu'il soit moins effrayant, au contraire peut-être. A l'inverse, l'ensemble du système est plus fragile, les failles plus nombreuses.

Ce qui fait la force de l'extrême droite, ce n'est pas

son agitation propre : il n'en sort aucune idée nouvelle, aucune proposition positive ; tout ce qu'elle dit va dans le sens de l'exclusion de l'autre, de la réhabilitation de la mort, de la flatterie de nos vieilles peurs, de la substitution à la vie, mobile et contradictoire, de mythes inamovibles. Le problème est que tout cela, ces peurs en particulier, n'est pas créé par un discours idéologique, mais existent, enfouies, et resurgissent lorsque l'espoir bat de l'aile.

Aujourd'hui, ce qui rend crédible la réussite d'un mouvement néo-nazi, c'est l'absence d'espoir du mouvement ouvrier, la résignation des travailleurs, et notre propre manque de perspectives. Le nazisme, maintenant, ce sont les trois récentes condamnations à mort, et la vieille haine déculpabilisée qu'elles ont fait renaître au sein de la « majorité silencieuse ». C'est le racisme qui se banalise et devient acceptable et accepté, c'est la propagande faite autour de l'insécurité dont nous serions victimes et qui, concrètement, se manifeste par la multiplication des contrôles policiers, des « bavures » et des morts qu'elles provoquent (le nombre des morts par « erreurs » policière est certainement plus élevé que celui des policiers tués en service). C'est le projet Peyrefitte qui va passer comme une lettre à la poste.

Et pourtant... Aux U.S.A., on vient de découvrir qu'un ordinateur des services secrets de l'armée avait été rendu inutilisable : les employés s'en servaient pour organiser de monstres parties de batailles navales. L'ordinateur est mort d'indigestion. C'est difficile d'éliminer toute vie qui, parfois, va se loger dans les endroits les plus inattendus. ■

ALAIN



PRISONS POUR DETTES

Contrainte par Corps

A défaut d'exécution volontaire, le délinquant condamné soit à une peine d'amende, soit aux frais du procès, peut être soumis, en plus des voies d'exécution classiques sur ses biens (saisies notamment) à *une mesure sur sa personne* : la contrainte par corps (art. 749 C.P.P.). Si elle a disparu en matière civile et commerciale depuis 1867, elle n'en a pas moins été maintenue en matière pénale et fait l'objet, elle aussi, de très vives critiques tant de la part des justiciables concernés (les dettiers) que de la part de l'opinion juridique et judiciaire de ce pays (1).

Qu'est-ce que la contrainte par corps ?

Elle consiste en une incarcération du débiteur « récalcitrant » ou seulement insolvable (le dettier) — ce qui revient au même — pendant une durée fixée par le juge entre un maximum et un minimum déterminés par la loi, en tenant compte du montant de l'amende et des condamnations pécuniaires (art. 750 C.P.P.).

Cette privation de liberté ne remplace pas l'exécution de la condamnation pénale (emprisonnement, amende) ni des condamnations purement civiles (dommages-intérêts à la partie civile).

Le dettier remis en liberté n'en reste pas moins débiteur — et tenu de payer — amendes, frais de justice (et dommages-intérêts le cas échéant).

Quand la justice ne doit-elle pas l'infliger ?

Une loi du 30 décembre 1928 écarte la contrainte par corps en matière politique.

Seul le trésor public peut en bénéficier ; pas la victime d'une infraction ayant obtenu une condamnation à des dommages-intérêts civils (art. 749 à 762 C.P.P.).

Elle ne saurait non plus être appliquée s'il y a eu condamnation perpétuelle (art. 749 C.P.P.).

Les infractions de presse ont le caractère de délits politiques (arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 29 octobre 1953, Dalloz, 1954, p.381 ; arrêt du 17 novembre 1953, Dalloz, 1954, sommaire 29 ; et autres arrêts de 1954, 1955 et 1959).

Cela signifie qu'un condamné pour délit de presse qui ne paierait pas d'amendes et frais de justice ne pourrait être emprisonné en vue du paiement par la contrainte.

Comment réagir dans la pratique ?

La menace d'aller en prison est un moyen puissant qu'utilisent la justice et le trésor pour faire pression sur leurs débiteurs. Sur le point d'être incarcéré, le condamné essaiera alors de rassembler les sommes qui lui éviteront la prison. S'il ne peut payer tout en une fois, il a tout intérêt à verser un acompte et à demander un délai pour régler le solde (la contrainte restant exécutoire pour le solde de la dette pénale). Alerter un avocat pour négocier paraît être encore la meilleure des initiatives. Il faut donc prendre des dispositions avant d'être emprisonné.

Les individus contre lesquels la contrainte a été prononcée peuvent en prévenir ou en faire cesser les effets soit en payant ou consignat une somme suffisante pour éteindre leur dette, soit en fournissant une caution reconnue bonne et valable.

La caution doit se libérer dans le mois faute de quoi elle peut être poursuivie.

Lorsque le paiement intégral n'a pas été effectué, la contrainte peut être requise à nouveau pour le montant des sommes restant dues.

Quel est le domaine d'application de la contrainte par corps ?

Elle suppose, bien sûr, d'abord, une condamnation pour crime, délit ou contravention prononcée par un tribunal ou une cour répressifs.

Elle ne peut donc être appliquée en cas d'acquiescement ou d'amnistie ou de réhabilitation du condamné.

Elle garantit, avons-nous lu (art. 749 C.P.P.), le paiement des condamnations à des « peines pécuniaires » : amendes pénales ou fiscales et confiscations, frais et dépens et « tout autre paiement au profit du Trésor Public ».

Lui échappent les amendes civiles, administratives ou disciplinaires, les dommages-intérêts et les restitutions civiles.

La contrainte par corps frappe les individus condamnés comme auteurs ou complices de l'infraction. Même s'ils peuvent justifier leur insolvabilité, ils subissent la contrainte (l'emprisonnement) jusqu'à concurrence de la moitié de sa durée (art. 752 C.P.P.).

Mais la contrainte n'est bien sûr pas applicable aux héritiers des condamnés ni aux personnes qui en sont civilement responsables.

Des dispenses existent : pour les vieillards (âgés de 60 ans ou 70 ans), pour les mineurs de 18 ans révolus (dispense totale).

On ne peut exercer la contrainte par corps en même temps contre le mari et la femme, même pour le paiement de sommes relatives à des condamnations différentes (art. 753 C.P.P.).

Elle est réduite de moitié pour les condamnés qui justifient de leur insolvabilité en produisant :

- 1) un certificat du percepteur de leur domicile constatant qu'ils ne sont pas imposés ;
- 2) un certificat du maire de la commune de leur domicile, ou du commissaire de police.

Quel est le régime pénal et la situation des condamnés à la contrainte ?

Sur un commandement de payer resté sans effet pendant plus de cinq jours, le Trésor demande au Parquet l'incarcération du débiteur en liberté (art. 764 C.P.P.).

(S'il est incarcéré pour une autre affaire — donc D.P.A.C. — , il ne sera pas libéré à l'expiration de sa peine).

La contrainte par corps, n'étant pas une peine, peut être exercée contre le condamné qui s'est pourvu en cassation (c.f. jugement du tribunal civil de Lyon du 1/6/1955, Dalloz, 1955, p. 692, note Pageaud).

Le condamné peut se pourvoir en référé devant le président du tribunal de grande instance du lieu de son arrestation s'il conteste la validité de son incarcération (art. 754 à 757 C.P.P.).

Le « dettier » est incarcéré dans une maison d'arrêt ou maintenu dans l'établissement pénitentiaire où il était précédemment détenu.

Il n'est astreint ni au travail ni au port du costume pénal (art. 761 C.P.P.). S'il travaille en détention, il perçoit les 7/10e du produit de son travail (art. D III et D. 113 C.P.P.). En clair, une fraction de la rémunération est affectée au paiement des amendes et frais de justice.

La contrainte par corps peut se combiner avec le régime de la tutelle pénale (jurisprudence) et être appliquée même aux condamnés avec sursis.

Lorsque la contrainte par corps a pris fin pour une cause quelconque, elle ne peut plus être exercée ni pour la même dette ni pour les condamnations plus anciennes (art. 760 C.P.P.).

— Le condamné qui a subi une contrainte par corps n'est pas libéré du montant des condamnations pour lesquelles elle a été exercée (art. 762 C.P.P.). Une fois sorti de prison, il doit payer quand même les sommes mises à sa charge.

Mais l'exécution de la contrainte par corps équivaut au paiement des sommes résultant des condamnations pécuniaires, du point de vue de la réhabilitation du condamné (art. 784-1 et art. 788, al. 2 C.P.P.).



Recouvrement ou dispense des amendes et condamnations pécuniaires

Un décret n. 72-1037 du 17 novembre 1972 complète celui du 22 décembre 1964 (n. 64-1033) relatif au recouvrement des amendes, frais de justice et condamnations pécuniaires. Il a été publié au Journal Officiel le 18 novembre 1972.

Ce sont les comptables du Trésor qui sont chargés de ce recouvrement.

Les frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de police, les dépens relatifs aux amendes civiles ainsi que certains frais assimilés aux frais de justice (art. R. 93 C.P.P.) peuvent parfois donner lieu à des remises gracieuses.

Comment sont-elles accordées ? Il faut d'abord l'avis conforme du ministère public (parquet ou procureur de la République étant des termes équivalents) près du tribunal ayant prononcé la condamnation. Ce sont l'agent judiciaire du Trésor public, pour certaines sommes ne dépassant pas une limite donnée, et le ministre de l'Economie et des Finances après avis du Conseil d'Etat dans les autres cas, qui prennent la décision éventuelle de remise (donc de dispense de règlement).

Le ministère public doit faire connaître son avis dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande de remise transmise par l'administration des Finances. Ce délai est prolongé exceptionnellement de 15 jours si le ministère public en informe préalablement les Finances en indiquant les motifs de prorogation.

Si le ministère n'a pas répondu dans les délais, il est réputé avoir donné un avis conforme. Il y a alors décision de remise qui est portée à la connaissance du demandeur (et qui doit viser expressément l'avis conforme du parquet).

La durée de la contrainte par corps est réglée ainsi qu'il suit :

De 2 à 10 jours lorsque l'amende et les condamnations pécuniaires n'excèdent pas 100 F. ;

De 10 à 20 jours lorsque, supérieures à 100 F., elles n'excèdent pas 250 F. ;

De 20 à 40 jours lorsque, supérieures à 250 F., elles n'excèdent pas 500 F. ;

De 40 à 60 jours lorsque, supérieures à 500 F., elles n'excèdent pas 1000 F. ;

De 2 à 4 mois lorsque, supérieures, à 1000 F., elles n'excèdent pas 2000 F. ;

4 à 8 mois lorsque, supérieures à 2000 F., elles n'excèdent pas 4000 F. ;

8 mois à 1 an lorsque, supérieures à 4000 F., elles n'excèdent pas 8000 F.

1 à 2 ans lorsqu'elles excèdent 8000 F.

En matière de police, la durée de la contrainte par corps ne peut excéder 2 mois.

William Francis ZIWIE :

Droits du détenu et droits de la défense (Maspéro).

Et Code de Procédure Pénale.

La danse du prolétaire...

Je bois à la santé
des morts
pour avoir un tel sort
et je vivrai
malgré les maux
malgré les ennemis
comme un aigle
qui s'enfuit
allant vers le soleil
ridiculisant
les nuages, la pluie.
Vers la lumière
il s'enfuit.
Je briserai les ténèbres
tu briseras la peur
Pour rejoindre l'horizon
C'est con
d'être esclavé
au vingtième siècle
c'est ridicule
d'être enchaîné
et lire son canard.
C'est absurde
d'aller à l'usine
sept heures moins le quart
drôle de vie
drôle d'illusions
la seule certitude
c'est qu'on vit
et oui... ! ?
J'achète tout à crédit
le syndicat me dit
Demain
les 35 heures
il faut aller au travail
ça me dégoûte
d'être à l'écoute
le dos courbé
comme une voûte
Dieu est mort
pour avoir un tel

sort
à la naissance
je suis fiché
à la vieillesse
je suis fichu
je ne suis qu'une pure
force de travail
j'ai tous les droits
même celui d'être exploité
les ordinateurs me programment
pour que je rame
c'est les temps modernes
ma liberté est en berne
J'en ai marre
de trainer mon corps à l'usine
j'ai une drôle de mine
j'en ai marre
de porter un numéro
de production
pour la productivité
J'en ai marre
d'être une monnaie d'échange

Avant le commencement

Avant le commencement
Si l'on pouvait savoir
Si l'on pouvait connaître
Tous les visages gris de la vie
Toutes les larmes, les angoisses
Les peurs du lendemain
Les illusions fanées, les espoirs détruits

Avant le commencement
Si l'on pouvait savoir
Si l'on pouvait connaître
Toutes les joies éphémères
Qui ne laissent que des regrets
Tous les jours qui semblent nuits
Toutes les forêts d'hommes déçus, misérables.

Avant le commencement
Si l'on pouvait savoir
Voudrait-on commencer ?

Katia et une copine Nadia

faudra-t-il que ça change ? !
jusqu'à quand vont-ils sucer mon sang
j'en ai marre
d'être con
dans cette galère
du capital
de l'épargne
de l'investissement
de la thésaurisation
de la conjoncture
C'est dur
d'avoir enfin
Compris
et pourtant,
je dors ! ?

AKIM travailleur immigré



SAT — INTERVIEW DE MILITANTS DU syndicat autogestionnaire des travailleurs PTT LYON

suite et fin

RELATIONS

Quels sont vos rapports avec les autres syndicats, là où vous êtes implantés ?

Ils calquent leur attitude sur celle de la direction. L'administration nous ignore ; quand il y a un problème, elle dit : « je parle avec vous en tant que travailleur et non en tant que représentant syndical ». Les autres syndicats font pareil : officiellement, ils nous ignorent.

Donc, tout se passe en parallèle. On ne fait jamais de tracts ensemble puisqu'ils ne nous reconnaissent pas officiellement. A la Gare, c'est clair, on ne collabore pas. Il y a un service où ils collaborent officiellement entre militants C.G.T., C.F.D.T. et S.A.T., c'est le transbordement de nuit à Montrouet. Il arrive qu'ils fassent des prises de parole ensemble. Dans tous les autres services, on ne fait jamais rien ensemble, officiellement du moins. On peut parler avec un militant C.G.T., avoir les mêmes positions que lui, mais s'il y a une assemblée du personnel, on intervient en notre nom, sans que la parole nous soit donnée en tant que syndicat.

Il n'y a même pas d'attaque. S'ils font des attaques, ils sont coincés, ils nous reconnaissent. Par exemple, pour la cantine. Au lieu de parler de la liste présentée

par le S.A.T., ils ont dit : « la liste intitulée S.A.T. a recueilli... ». Le jour où ils parleront du syndicat S.A.T., ça voudra dire qu'ils auront changé de tactique.

Ils n'ont pas essayé de faire l'amalgame avec les syndicats autonomes ?

Au départ, par des mots, jamais officiellement ; des bruits de chiottes ; mais ça leur est dur et maintenant ils ont laissé tomber.

Mais les copains des chèques veulent monter un S.A.T., à partir de là, les autres essaient au départ d'intimider. Ils ont parlé carrément d'un syndicat fasciste, mais dans un endroit où les copains ne sont pas connus des travailleurs, où ils n'ont jamais eu d'intervention, même en tant que syndicalistes C.G.T. ou C.F.D.T. Sur les centres de tri, c'était difficile dans la mesure où tous les copains qui ont démarré le S.A.T. avaient une vie syndicale, avaient été sanctionnés et le sont encore. Ils ne peuvent pas dire « c'est des jaunes », au niveau des travailleurs, ça ne passerait pas. Ils ne l'ont d'ailleurs jamais dit ouvertement.

Ils pourraient dire que vous êtes des « alliés objectifs de la bourgeoisie ou du patronat ».

Avec les problèmes qu'on soulève, ça leur est difficile.

Ces copains des chèques et les autres isolés, vous les avez connus comment ?

Soit ce sont des anciens du centre de tri, soit ils ont entendu parler de nous (des articles ont paru dans les journaux), soit par les débats qu'il y a eu par exemple dans la C.F.D.T. Actuellement, on a à peu près une vingtaine de contacts en dehors de toute organisation.

On met également des tracts dans les sacs de tri ; ça peut tomber sur un bureaucrate ou sur un type qui s'en fout, mais ça peut aussi tomber sur quelqu'un qui est intéressé.

Vous ne risquez pas des emmerdements ?

dans le sac postal, ce n'est pas adressé à quelqu'un en particulier. Il n'y a pas dans l'administration un flic devant chaque sac. S'ils nous l'interdisaient, il faudrait qu'ils l'interdisent aussi à la C.G.T., à F.O. etc... C'est passé dans les mœurs. Les tracts se promènent à droite et à gauche. D'un centre de tri comme Montrochet, on peut irradier toute la France, c'est un aspect pratique ; avec une chance très minime de tomber sur des gens intéressés. Il y a aussi tout ce à quoi on participe en tant qu'individus ou syndicat. Par hasard, un copain a rencontré deux ambulants qui ignoraient totalement qu'on avait créé un syndicat, ils étaient seulement au courant de l'exclusion de la section. Maintenant, on les revoit,

LA « CLASSE OUVRIERE »

Ce qui se passe en Afghanistan ou en Pologne peut-il fournir un terrain de débat intéressant par rapport à l'appareil du P.C. ?

Moi je crois que la Pologne, l'Afghanistan, c'est peut être pas mal, on en parle comme ça à table, à la cantine, mais le blocage avec les militants du P.C., c'est qu'on ne peut pas discuter. Qu'est-ce qu'on peut prouver aux gars en parlant de Gdansk ou de l'Afghanistan ? Les uns sont pour, les autres sont contre ; et parmi ceux-ci, il y a les mecs qui sont proches de nous, et les mecs de droite ou d'extrême droite.

— Avec l'éloignement et le manque d'information, beaucoup craignent de recevoir des informations avec un prisme déformant, ils n'osent pas trop attaquer sur des problèmes de ce genre en ayant un manque de données réelles.

— Les positions sont très figées, d'un côté il y a les communistes, c'est le mur, de l'autre côté il y a les autres. On n'arrive pas à quoi que ce soit.

— Et puis il y a un mur d'indifférence. Ça fait un combat, on ne sait pas trop pourquoi. Chacun se lance des anathèmes à la figure. En plus, l'information passe par la presse bourgeoise. Tu sors des informations prises dans le « Progrès », les autres sortent l'« Humanité », le « Journal des Travailleurs ». C'est difficile.



on discute avec eux. C'est un travail de longue haleine. Mais qui peut payer beaucoup plus que si on s'était déclaré Confédération Syndicale. On peut s'appeler comme on veut, ce qu'il faut, c'est recourir à une réalité concrète sur le terrain.

Est-ce que vous avez des liens avec d'autres syndicats qui ont une pratique semblable à la votre ?

Pas spécialement ; on reçoit de temps en temps des revues de gens qui créent des trucs, on reçoit du courrier. Il faudrait qu'on renoue contact avec le S.D.B. (Syndicat Des Banques, à Paris, formé lui aussi par des exclus de la C.F.D.T.), ils s'étaient présentés à des élections et avaient obtenu 25 % des voix. Ils fonctionnent à peu près comme nous. Ce qui prouve que ce genre-là de syndicalisme intéresse et qu'il y a des possibilités d'extension.

Mais pour le moment nous n'envisageons pas d'avoir de liens organiques. Je pense que ce serait plus sérieux s'il y avait un jour une centaine de syndicats de ce genre. Mais pour le moment ce serait un handicap, et aussi un peu prétentieux ; cela nous obligerait à investir dans un truc qui n'en vaudrait pas la peine, et à avoir d'autres réunions, finalement on s'épuiserait. Il vaut mieux que les gens fassent d'abord sur le terrain quelque chose de concret, après on peut essayer de se coordonner.

— Le problème avec le S.D.B. c'est qu'ils ne font pas passer d'informations. Est-ce dû à un phénomène parisien ? On n'en sait rien. Ils doivent se débattre au milieu des problèmes.

— Le fait est qu'on est rejeté d'un peu partout : les autonomes d'un côté, parce qu'on ne casse pas, qu'on est réformistes etc... ; l'extrême gauche d'un autre côté parce qu'on n'est pas dans la ligne. Il est vrai que le mouvement autonome n'est pas dans la classe ouvrière, ils rejettent le travail salarié, mais des gens qui sont pourtant des travailleurs ne voient pas l'intérêt de s'organiser, ou le mot leur fait peur. Il y a aussi des gens qui préfèrent s'accrocher à des mythes plutôt que d'affronter des problèmes bien concrets, bien pratiques, où effectivement la pureté idéologique en ramasse un bon coup.

— On ne peut pas oublier non plus que pour faire des choses, il faut un peu d'abnégation, et tout le monde n'y est pas préparé, tout le monde n'a pas cette volonté intérieure ; c'est beaucoup plus facile de rester les pieds dans ses pantoufles ; il y en a qui ne cherchent pas l'affrontement, moi le premier.

— On a aussi des copains qui se raccrochent à la C.F.D.T. ; « c'est un syndicat qui est bien, il y a des gens bien à l'intérieur », même si à chaque congrès, lorsqu'ils font le compte de leurs mandats, ça diminue.

Ce qui est plus important pour nous, c'est de montrer les choses qu'ils font sur notre boulot. On en revient toujours à ce truc, on est relativement localistes, on n'a pas une dimension nationale. On va sûrement ce soir tirer un tract : les camarades de la C.G.T. et du P.C. vont sanctionner une fille qui travaille à la cantine ; là, c'est plus intéressant que de parler du système socialiste en Pologne. En démarrant de ce problème, on peut montrer pas mal de choses sur ce que peut nous apporter la gestion socialiste de la société faite par les camarades ; ça, c'est ressenti beaucoup plus fortement, ça touche les gens immédiatement. Sur ce problème très concret, où ils ont une position encore plus dure que celle du patron, on leur met le nez dedans.

La lutte avec eux est dure ?

S'ils ont en face d'eux des militants bien déterminés, les militants C.G.T. ne sont plus ce qu'ils étaient. Avant, on pouvait dire ce qu'on voulait des militants staliens, mais c'était des militants, ils avaient quelque chose. Ils ont des problèmes de recrutement, aussi, au niveau des structures, ce sont toujours les mêmes. Ils forment de nouveaux militants au niveau des prises de parole,

mais au niveau des orgas, c'est toujours les mêmes. C'est long de former un militant, et ils n'ont peut-être qu'une relative confiance.

Les travailleurs en ont marre des grèves de 24 heures?

Nous aussi. On préférerait la grève générale. Dans un conflit local, on n'obtient pas grand chose. Encore faut-il que ce ne soit pas une grève générale sans initiative : tu restes dans ta boîte, tu ne fais rien. Parce que les mecs, ils te rappellent 1974: quarante jours pour rien.

— On ne fait pas de propositions, parce qu'actuellement, on est limité à un seul endroit, avec quelques contacts à travers la France ; on n'a pas de perspective globaliste ; on ne peut pas lancer une grève générale à partir d'un centre de tri. En plus quand on voit comment toutes les grèves se sont passées, ces derniers temps, Alsthom ou les autres, bon, on n'obtient rien, alors une grève générale d'accord, mais... Même si on trouvait des stratégies originales, il est pas sûr, à l'heure actuelle, qu'on obtienne quelque chose.

— Il y a un mythe de la grève générale. Il faut se dire qu'elle peut aussi se révéler perdante, dans la mesure où il n'y a pas de coordination, où il n'y a pas la possibilité de prendre l'appareil de production en mains.

Là-dessus, on peut dire qu'il y a un recul. Aussi bien en 68 qu'en 74, ce sont des problèmes qui ont été abordés. En 68, on a continué à faire tourner la boîte pendant deux ou trois jours, après ils ont arrêté en disant: « oui, il y a des gens qui disent qu'ils font grève alors qu'ils ne la font pas, etc... ». Même en 74, on en parlait. Maintenant, on n'en parle pas, même dans le S.A.T. On a beaucoup reculé.

— Il y a très peu de motivations dans l'ensemble des travailleurs et ça se répercute sur tout le monde. Egalement, on s'est rendu compte qu'on avait une barrière qui nous empêchait de gérer nous-mêmes nos entreprises. Actuellement, on ne peut pas penser renverser cette barrière dans les cinq six ans à venir comme on pouvait l'espérer il y a quelques années en arrière, à cause d'une position de vie, d'une tactique de lutte... ; il vaut mieux reprendre par les moyens qui permettent peut-être d'obtenir un petit peu. C'est sûr qu'il y a une régression, parce, politiquement, rien ne fait qu'on puisse accéder à ce qui serait souhaitable ; si on voulait essayer de changer le système en s'autogérant d'avantage, une des principales revendications des syndicats devrait être que les travailleurs puissent prendre leurs décisions eux mêmes.

— Mais non, leur but, c'est que les travailleurs marchent derrière eux.

— Je suis pleinement d'accord avec toi : c'est bien avec des syndicats comme ça qu'on fait marche arrière.

— Je crois que ce que tu voulais dire, c'est qu'à travers le pouvoir politique, on fait marche arrière.

— « Le pouvoir aux travailleurs », on fait tout pour ne plus en parler. On ne peut plus dire à quelqu'un: « peut-être que d'ici quelques années, ce sont les travailleurs qui organiseront la cité ! ». C'est fini. On peut seulement penser, qu'à partir de mouvements, les travailleurs réussiront à récupérer quelques petits avantages.

On est sur la défensive ?

Même en faisant des luttes défensives, actuellement, on recule. La C.G.T., ou les autres, ils font la grève; ils balancent un mot d'ordre de grève contre une loi répressive, un truc comme ça, mais si la loi passe, eux l'appliquent ; ils en reparlent, mais c'est quelque chose qui existe, bon, on fait rien, on ne refuse pas, on l'applique. Même, à la limite, les militants sont devant, ils sont légalistes, ils ont même plus cette tripe..... Il y a une profonde transformation chez les militants du P.C. et de la C.G.T., à part quelques uns qui sont vraiment bien, les autres, ils sont nationalistes, racistes, ils ont toutes les tares du français moyen, en pire même.

Peut-être que s'ils peuvent se permettre d'être comme ça, c'est aussi parce que ce langage qu'ils tiennent est bien reçu ?

Il colle à la classe ouvrière, il colle même au plus bas. Le problème est qu'il n'y a pas d'idéologie de la classe ouvrière, il y a une idéologie dominante. Le militant moyen répercute ce que le sommet dit. Quand l'U.R.S.S. a envahi l'Afghanistan, dans « l'Humanité », il n'y a rien de marqué ; le militant moyen, pendant deux jours, il ne sait pas ce qu'il faut dire. Deux jours après, il te dit : « c'est normal, c'est des féodaux, j'ai tout lu, regarde, j'ai appris par cœur « l'Humanité », c'est tout marqué, je sais ». Le militant moyen, c'est ça. Ils mettent combien de temps avant de comprendre ? Il y en a de temps en temps qui s'en vont, mais pas beaucoup.

LES P.T.T.

D'un point de vue général, il y a dans les postes une réorganisation technique, des transformations, etc... Comment est-ce que vous le percevez ?

Nous, on le perçoit au point de vue organisation du travail, conditions de travail, surtout ceux qui travaillent à Montrochet. Il y a une plus grande parcellisation des tâches. C'est morcelé, c'est plus pénible quant aux relations entre les gens, parce qu'il y a de grandes étendues, alors qu'auparavant, c'était quand même concentré, tout le monde se connaissait, il y avait une meilleure ambiance. C'est mal fait, on ne sait pas comment ça a été conçu.

Il y a une évolution générale de la poste ?

Ils cherchent à satisfaire plutôt la clientèle des industriels, que les petits usagers. C'est le problème de la rentabilité contre le service public. C'est peut-être un mot un peu dépassé, mais si on veut que ce soit rentable, on ne peut plus assurer le service public. Pour que la lettre que tu postes le soir à sept heures soit distribuée le lendemain matin, il faut plus de personnel, plus de moyens ; maintenant, de toute façon, elle reste dans la boîte jusqu'au lendemain matin, parce qu'elle est ramassée à quatre heures de l'après-midi, et après, c'est fini.

A l'heure actuelle, comme à la S.N.C.F., il n'y a plus aucune création d'emplois.

Un de mes copains, à Paris, qui a réussi le concours en mars 1979, vient seulement d'être nommé maintenant pour le quinze août 80, et il était cinquième au classement. Alors, celui qui était 300ème...

Ils créent actuellement une infrastructure pour dépasser les postiers, pour permettre d'écouler le trafic. Quand le P.L.M., à Paris, a fait grève, pratiquement 80 % du trafic a été écoulé avec des intérimaires, des camions du privé. La presse, par exemple, a été dirigé sur un entrepôt spécial, prévu pour ça. Dès qu'il y a un mouvement de grève, ils envoient des télex aux entreprises : « dirigez votre courrier sur tel endroit, sur tel centre de tri ». A Satolas, par exemple, ils sont en train de construire un centre de tri parallèle qui ne fonctionnera qu'avec des intérimaires.

— Il y a un phénomène dont on est très conscients, l'administration est gérée en haut lieu par des gens qui sont favorables au privé, s'en foutent éperdument si un jour la poste coule. A la limite, certains le souhaitent parce qu'à partir de là, ils pourraient, au niveau des postes, refaire un système capitaliste à l'intérieur ; pour beaucoup, ce sera une bonne occasion de ramasser de l'argent. A la poste, actuellement, le rentable c'est surtout les Télécom. et c'est un pactole pour les sociétés privées.

Mais il y a un gros problème qui va se poser, c'est que la poste est indispensable à la presse. On charrie de plus en plus de journaux, c'est un rôle de service public.

La presse ne pourra pas tenir si elle n'a pas le soutien des abonnés, ou alors, *Le Monde*, par exemple passera à 10 francs. Si on leur enlève les tarifs préférentiels, c'est fini. Des journaux comme *La Croix*, par exemple, vivent essentiellement du soutien des abonnés, donc ils seront atteints de plein fouet.

Il y a déjà des menaces précises qui pèsent sur la presse parisienne. Par exemple, les parisiens recevaient Le Monde le jour même de sa parution. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. On a dit clairement à Fauvet, au cours d'une réunion officielle, que la disparition du Monde ne gênerait pas le gouvernement.

Nous, ce qu'on défend, c'est la possibilité pour celui qui le désire de recevoir son journal. Mais ça, ça coûte cher au capitalisme. Dans le privé, ils prennent ce qui est le plus rentable, le courrier des banques. C'est un problème de société. Est-ce qu'on veut une société où soit possible le plus de communication entre les gens ou bien qu'il n'existe plus que les techniques de pointe, et laminer la relation qu'il peut y avoir entre l'individu et son journal préféré, son courrier, etc... C'est ce genre de société qu'ils veulent faire disparaître. Dans les campagnes, ils développent les Cidex, c'est des boîtes regroupées aux bas des hameaux. Le facteur ne vient plus à domicile, sauf si on met un petit voyant rouge pour lui demander de passer. Ce qui fait qu'il n'y a plus qu'un facteur pour toute la commune. C'est un problème de relations, l'abandon d'une certaine forme de société.

— Là on en arrive au point le plus grave, les régions qui sont mal desservies sont étouffées. On étouffe des endroits où les gens peuvent vivre ; et pourtant la ville par elle-même ne peut pas vivre seule. Ça entre dans la désertification des campagnes qui ne seraient plus que des endroits où les gens peuvent crever, ou alors réservées aux loisirs, dont on aura besoin pour les citadins fatigués. Des réserves à touristes, des réserves indiennes carrément ; on va aller photographier le dernier Cévenol avec ses vrais sabots. C'est tout ça qui est en cause, à travers cette réorganisation.

— En Angleterre, Thatcher commence à dénationaliser les postes. En France, une tendance du P.C. allait dans ce sens. Ils avaient prévu de séparer les Télécom. des postes. C'était juste une hypothèse technique, à ce qu'ils disaient...

— Dans la réalité, c'est déjà fait. De toute façon, c'est presque un faux problème ; en réalité, le seul problème c'est de savoir ce qu'on va faire de ces nouvelles techniques, au service de qui elles seront. On peut mettre

des tas de choses sous le terme de « service public », derrière les mots peuvent se cacher des réalités différentes. Service public, pour la C.G.T., ça voudra certainement dire quelque chose d'étatique, etc... Pour nous, c'est le même service, du plus humble au plus riche, même si ça doit coûter plus cher. On est pour un service du public.

Est-ce que vous discutez de ces problèmes dans les services ?

C'est vrai que les travailleurs en parlent. Il n'y a pas quelque chose qui s'en détache, mais quand même, les gens en discutent.

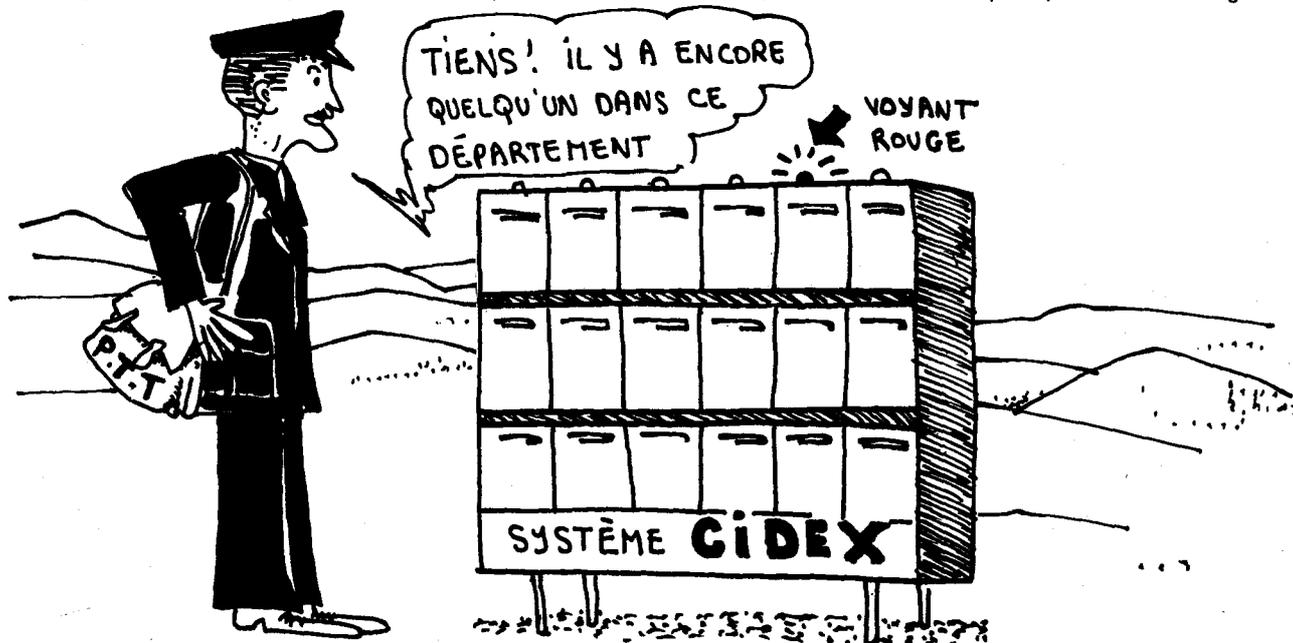
Il y a des problèmes plus concrets qui s'y rattachent. Au camionnage, il y a une société privée qui s'appelle la C.G.V.L. qui, entre autres, sert de briseuse de grèves, quand les copains refusent de décharger les avions à Satolas. Là, concrètement, les gens voient le rôle que jouent ces sociétés privées. Et, sur leur camion, il y a écrit « Postes », alors que c'est une compagnie privée qui n'a rien à voir avec la poste.

La poste loue des camions à la compagnie ?

Elle fait des appels d'offre, sur telle ou telle ligne, sur un circuit ; il y a un circuit qui est fait comme cela dans le Rhône ; elle l'offrira à qui demandera le moins cher. Un travail qui devrait être fait normalement par des postiers, est fait par des gens qui acceptent n'importe quel horaire, qui travaillent dans des conditions dégueulasses ; ils sont mieux payés que des postiers, mais font des vacations de 13/14 heures. Cela montre bien que si la poste passait au privé, le travailleur serait exploité jusqu'au trognon pour les bénéfices de la minorité qui se trouverait à la tête.

De plus, les gens qui travaillent à la C.G.V.L., sont des gens qui ne connaissent absolument pas le syndicalisme, ne savent pas ce que peut être une grève, qui font des horaires impossibles, pour un travail pénible, qui sont même employés à briser des grèves.

— Il y a aussi un truc, on brasse du papier ; quand on réfléchit un peu à ce qu'on transporte... Je ne parle pas de la presse d'opinion, de droite ou de gauche, je conçois qu'on puisse la transporter, qu'il n'y ait pas de censure, mais souvent, c'est uniquement de la pub. Ça aussi il faut y réfléchir, à cette merde qui est transportée à des tarifs préférentiels. Dans les bureaux, les gars ils distribuent les I.S.A., les Imprimés Sans Adresse. Il y a des publicistes qui arrivent dans les bureaux de poste : « j'ai envie de faire de la pub pour telle boîte » les facteurs et les receveurs prospectent le marché et se partagent la prime. On utilise le peu qui reste de l'image de



marque de la poste pour tromper de tas de gens, parce que c'est le facteur qui distribue ça... On exploite le facteur, et on exploite le client, tout le contraire de ce qu'il faudrait.

Sur ce problème, est-ce qu'il n'y a pas des possibilités de lutte, des possibilités pour vous de prendre le contrôle de ce que vous trie, dans les périodes de lutte en particulier ?

Oui, pendant les périodes de lutte, on peut faire du tri sélectif. Cela avait été fait pour l'Espagne, après l'exécution de Puig Antich. On avait retardé d'une journée le courrier officiel qui sortait d'Espagne.

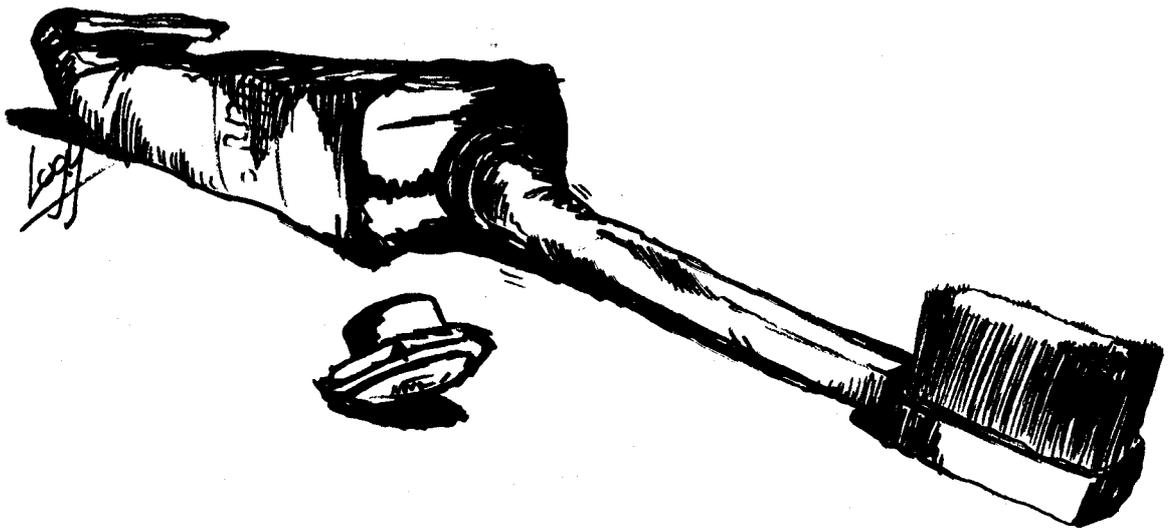
C'est une idée qu'on pourrait développer, mais il faudrait que ce soit intégré dans un mouvement d'en-

semble. Il y a un engagement personnel très important, de la part du facteur, par exemple. Ça peut se faire aussi au niveau des tris, c'est très dur, ça vient après une occupation, quand une occupation est réussie. C'est une prise de conscience énorme. Ça, nous devons y réfléchir. A un niveau théorique, ça a déjà été pensé, mais tant que ce n'est pas passé dans les faits...

Est-ce que ça ne se fait pas implicitement ?

Non, actuellement c'est dur. On peut mettre des fausses directions, mais c'est infime. Ça repose tout sur une certaine conscience de base, et je crois que ces dernières années, au lieu d'avoir progressé, on a plutôt effectué un recul. Il faudrait envisager ce qui pourrait avoir un impact sérieux. ■

.. ABONNEMENT ..



FORMULAIRE D'ABONNEMENT

NOM PRENOM

ADRESSE CODE POSTAL VILLE.....

Tarif pour 5 numéros (1 an) : 35 balles (ou plus).

Formulaire à envoyer à : I.R.L. 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON.

Libellez les chèques à IRL CCP 4 150 95 N LYON .

COMMUNIQUÉ

Avis de Recherche, en la personne de son directeur de publication, a donc été entendu comme prévu, le 13 novembre, par le juge d'instruction chargé du dossier, au Palais de Justice de Paris. Au terme de cette comparution, toute mesure de blocage administratif du fonctionnement d'Avis de Recherche (entraves à la diffusion, saisie de correspondances, etc...) a été définitivement levée.

A côté de cela, Avis de Recherche a été inculpé de provocation à l'insoumission suite aux trois plaintes successives d'Yvon Bourges, pour différents numéros et brochures.

Provocation à l'insoumission ? Pour un quinzomadaire insoumis, c'était tout de même la moindre des choses. Bien sûr, on continue.

Avis de Recherche est en vente à Lyon dans les librairies:

La Gryffe	5, rue Sébastien Gryphe	69007
Ulthar	6, rue Ste Marie des Terreaux	69001
Fédérop	11, rue Ferrachat	69005
Soleil Noir	210, rue de Créqui	69003

ANARCHIVES

Bulletin de la fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires.

A publié:

ANARCHIVES 0: juin 79. 4 pages (épuisé)

ANARCHIVES 1: dec. 79 - 45 pages (épuisé)

ANARCHIVES2 : La presse libertaire allemande de 1945 à 1978. (Schwarzetinte No 1) 20 pages 10FF

ANARCHIVES3: catalogue des livres et brochures du Centre d'Etudes Libertaire de Milan - 32 pages 10FF

ANARCHIVES4: catalogue des périodiques et numéros uniques du CSL de Milan 48 pages 10FF

ANARCHIVES 5: mai 80. compte rendu de la rencontre internationale de Lyon. 12 pages (épuisé)

ANARCHIVES 6: juin 80 8 pages (épuisé)

ANARCHIVES No spécial été 80 liste bibliographiques envoyées à tous les centres par le CIRA de Genève

ANARCHIVES 7: sept 80 16 pages (épuisé)

ANARCHIVES 8: nov 80 20 pages plus encart

Pour tout renseignement concernant archives écrire à CIRA - BP 40 - 13 382 Marseille CEDEX 13.

ENCRE

Les orgasmes de l'histoire par Yves Frémion et François Volny.

« 3.000 ans d'insurrections spontanées ».

Nous voilà prévenus. En 230 pages et 50 illustrations, voici la première fresque complète des idées et des mouvements s libertaires à travers les âges et les civilisations.

De Spartacus au Larzac, de Zapata à mai 68 en passant par les Jacqueries et tant de luttes oubliées, Frémion pour les textes et Volny pour les illustrations, font revi-

vre pour nous les événements qui ont fait bouger l'histoire.

Une présentation originale pour un livre d'histoire pas comme les autres, où il est question de luttes pour l'égalité des droits, de victoires et de défaites, de vie et de mort mais aussi de fête.

COMMUNIQUÉ

Qu'est-ce qui fait courir les flics ?

Mardi 21 octobre 1980 6 heures 30.

Philippe ouvre la porte pour aller aux doubles WC sur le palier ; il se sent brutalement rejeté en arrière, sous la poussée de six hommes, dans l'obscurité. Aussitôt, une main l'empoigne et le fait reculer à l'intérieur du studio à peine éclairé, tandis qu'un autre individu brandit un revolver.

Sur le moment, Philippe et moi (je me suis réveillée à l'instant où deux de ces hommes étaient dans la chambre empoignant Philippe) avons cru avoir à faire à des fous furieux, car on entendit le mot « police » qu'une fois ces individus au milieu de la chambre.

La lumière allumée, nous leur demandons leurs papiers, et la raison de leur intrusion. Ils nous montrèrent leurs cartes et se présentèrent ainsi : un de la Brigade Criminelle de Paris et les cinq autres de la Sûreté de l'Etat, agissant sur commission rogatoire. Interrogés sur le motif de leur perquisition, ils nous répondirent que nous le connaissions et ne nous montrèrent pas la commission rogatoire les y autorisant (relire à ce propos le « nouveau guide du militant » de Denis Langlois - Points/Seuil, page 77).

Après avoir mis à sac le studio, ils nous emmenèrent au 36 quai des Orfèvres pour notre participation à une « sale affaire ».

Lorsque Philippe fait remarquer à l'un des inspecteurs (celui qui se prenait pour un sheriff) que rien ne les obligeait à intervenir aussi brutalement, il s'entendit répondre : « sur 9 millions d'habitants dans la région parisienne, nous ne sommes pas venus ici par hasard » et « ... avec des gens comme vous on ne prend pas de gants ».

J'appris pour ma part que mon interpellation était soi-disant due au fait que l'adresse postale, à mon nom, du groupe « Matin Noir » (qui a publié des textes de groupes de lutte armée tels que les N.A.P., B.R., R.A.F., etc..., groupes dont ne fait pas partie Philippe) figurait, d'après leurs propos, dans une liste trouvée sur Orianna Marchionni, membre présumée des B.R., arrêtée près de Toulon, le 28 mars dernier, pour un vol à main armée, à Condé sur Escaut.

Philippe était censé avoir été interpellé à cause d'une vague ressemblance avec une photo d'identité retrouvée dans une imprimerie clandestine à Paris.

En fait, sur le procès verbal, nous avons pu lire que c'était le S.R.P.J. de Lille qui nous avait interpellé sur commission rogatoire en date du 2 avril 1980. La garde à vue prit fin le soir même, vers 18 heures.

Il est nécessaire de rapprocher ces faits de l'interpellation et de la perquisition, 10 jours auparavant, d'un autre militant du groupe « Matin Noir », qui a été gardé à vue pendant 2 jours, pour un prétexte tout aussi bidon, ayant en fait à s'expliquer sur ses activités dans le groupe, et apprenant par la police qu'il vivait en « clandestin » !

Ces opérations, sous le couvert d'affaires ayant trait à la Cour de Sûreté de l'Etat, permettent, en réalité, aux flics d'étendre leurs prérogatives : garde à vue possible jusqu'à 6 jours, et les R.G. peuvent se documenter et mettre à jour leurs dossiers.

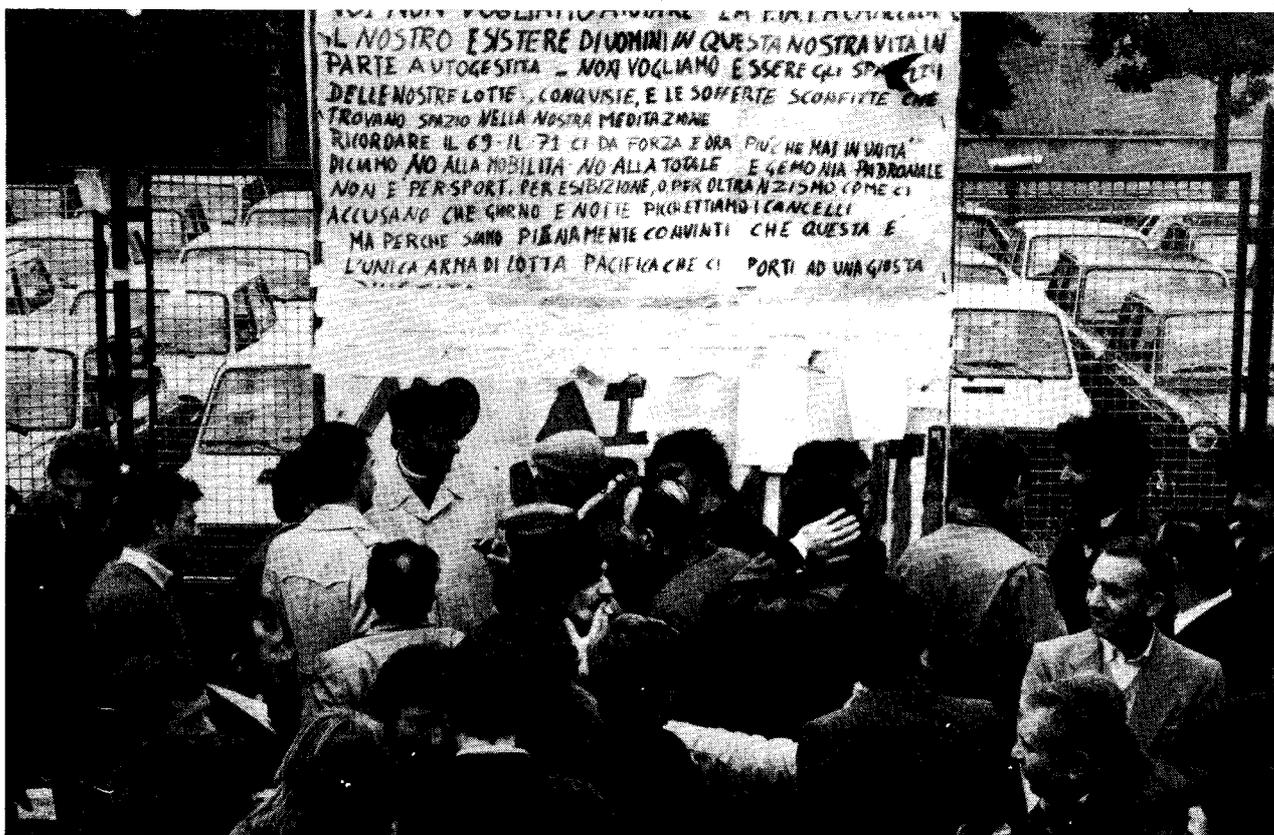
Pour chacun de ces cas, il y a eu prises d'empreintes et dans deux cas photographies.

Ces faits s'inscrivent dans la tactique du quadrillage de toutes les formes de résistance, du fichage de tous leurs militants. Il est toujours aussi nécessaire d'exprimer notre solidarité envers tous les militants, « légaux ou illégaux », emprisonnés.

Chantal et Philippe

L'IM / PUISSANCE SYNDICALE

80 ITALIA



Cet article est paru dans le numéro 18/19 de « A IDEA », un trimestriel portugais de novembre. Il est dédié à la question syndicale. L'auteur, notre ami, dont nous avons publié, déjà, un article dans le numéro 35 d'I.R.L. (Une ambiguïté radicale), nous l'a fait parvenir, pensant qu'il pourrait nous intéresser.

Cest justement dans la période de développement prospère au niveau institutionnel que se produit un niveau minime de pouvoir réel » a admis avec désagrément Franco Bentivogli, secrétaire national des métallurgistes. Après des années « de victoires rassurantes », nous trouvons nous aujourd'hui en face d'une crise des syndicats italiens? Il semble que oui même si l'escalade au pouvoir par les syndicats n'a pas connu d'arrêt pendant les trente dernières années. Aujourd'hui les dirigeants syndicaux sont consultés périodiquement par le gouvernement. Les entrepreneurs doivent s'allier avec les syndicats sur les stratégies d'emploi et de production. Le Fond Monétaire International, au moment d'accorder un prêt à l'Italie, ne s'est pas contenté des garanties du ministre du trésor; il a demandé également l'engagement des syndicats sur le maintien des requêtes économiques et sur certains découpages des dépenses publiques. Un pouvoir qui a peu d'échos dans le

panorama européen. Un pouvoir qui s'est développé suivant un mode de progression géométrique, à partir des grandes luttes de l'automne 1969. C'est pendant cette année de crise importante, lorsque les luttes ouvrières évoluèrent d'une manière autonome, dépassant la bureaucratie syndicale que nous assistons à une reprise des syndicats. La secousse, fût-elle traumatisante, s'est résolue dans un raffermissement salutaire. La capacité de reprise des dirigeants syndicaux témoigne d'une intelligence politique subtile. Critiqués âprement à gauche, lorsque les structures traditionnelles furent bouleversées d'une part par la naissance des comités unitaires de base, d'autre part par les conseils d'usine, les dirigeants syndicaux imposèrent de nouveau leur stratégie pour le contrôle et la gestion des luttes ouvrières, arrivant ainsi à réduire les Conseils à de simples appendices relégués à la périphérie des structures syndicales. Un travail de récupération impressionnant. Encore plus flagrant si l'on

considère l'augmentation des inscrits :

- en 1968 les adhésions à la CGIL (de composante socialiste et surtout communiste), à la CISL (de composante catholique), à l'UIL (socialistes, républicains et socio-démocrates) s'élevaient à 4. 731. 848.

- en 1973 elles passaient à 6. 433. 495.

- en 1978 elles s'élèvent à 8. 453. 399 sur un total de 20 millions de travailleurs environ (sont inclus les 14 millions de travailleurs indépendants). Cela représente un taux de syndiqués de 59,9%. Taux parmi les plus élevés d'Europe, inférieur seulement au taux anglais. La centrale la plus puissante est la CGIL qui organise 53% des syndiqués, vient après la CISL avec 33,3% et enfin la UIL avec 13,7%.

Un syndicat(nous pouvons utiliser ici le singulier car malgré la tripartition, les centrales syndicales évoluent toujours en général ensemble, même si le processus d'unification mis en train il y a quelques années, a marqué de sensibles temps d'arrêt) donc, qui contrôle une part consistante des travailleurs, généralement les plus combattifs et les plus politisés, et qui peut compter sur un apport financier remarquable. Les quota contributifs s'élevaient en 1979 à 60 milliards pour la CGIL, à 40 milliards pour la CISL et à 20 milliards pour la UIL, au total environ 120 milliards. Ces entrées sont devenues stables grâce au mécanisme de la « délégation contributive » : au moment de l'embauche, les travailleurs remplissent un formulaire dans lequel ils délèguent à l'administration le devoir de verser au syndicat leur propre cotisation en la retenant sur leur paie. La délégation est de caractère permanent jusqu'à la révocation de la part du travailleur. De cette manière, les syndicats se sont assurés un apport financier régulier qui leur permet d'être un appareil considérable. La CGIL dispose de près de 8 000 fonctionnaires parmi lesquels 6 000 sont stables, alors que 2 000 sont « détachés » des entreprises. La CISL, elle a près de 6 000 fonctionnaires dont 4 000 salariés et 2 000 autres étant « détachés » à temps partiel. La UIL a près de 3 200 permanents dont 2 300 à temps plein, parmi lesquels près de 300 sont dirigeants à mi-temps et les restants sont « membres de l'appareil technique ». Les « détachés » sont ainsi définis car faisant aussi partie intégrante de l'effectif syndical. Ils reçoivent le salaire venant de l'entreprise de provenance. De cette façon les syndicats peuvent compter sur des activistes à plein temps qui sont payés par « la contre-partie qu'est l'entreprise ».

Les salaires des syndicalistes sont à peu près semblables à ceux des travailleurs de l'industrie. 66,7% des syndicalistes gagnent de 400 à 600 mille liras par mois, 31,6% touchent de 600 à 900 mille liras et 1,7% au-dessus de 900 mille liras.

Mais l'appareil syndical ne se limite pas à un milieu de fonctionnaires. Les luttes de 69 déjà citées maintes fois, ont provoqué la naissance du syndicat des conseils, où des milliers de travailleurs ont obtenu le droit de développer une activité syndicale dans l'usine pendant le temps de travail. Les 4 000 détachés sont seulement une petite partie de la nouvelle classe syndicale périphérique. En 1977, on comptait en Italie près de 32 000 conseils avec 206 000 autres délégués pour représenter 5 188 000 travailleurs. Un appareil politique impressionnant et extrêmement ramifié, dont 70% de cet appareil est présent dans l'Italie septentrionale. L'influence du syndicat ne se limite pas à cet appareil politique en ce qui concerne la gestion des situations de conflit; mais depuis quelques années, celui-ci est entré dans la gestion des organismes d'Etat. D'après une enquête récente, les représentants syndicaux sont présents dans de très nombreux organes décisionnels de l'appareil economico-politique de l'Etat où ils exercent des tâches directives: Dans de nombreux

comités associés à 17 ministères, d'autres entretiennent des relations à la présidence du conseil. Certains sont liés à des institutions de gouvernement de l'économie (organisme consultatif du CIP - Comité Interministériel des Prix - et organisme de programmation). Ils occupent des postes également dans des organismes comme l'organismes de l'Assistance Sociale (majorité syndicale au conseil de l'INPS). De plus, ces mêmes représentants syndicaux participent à une myriade d'organismes, d'administrations et sont présents dans de nombreux comités régionaux, provinciaux, communaux. Il y a 26 000 syndicalistes présents dans ces divers organismes. Enfin il y a 283 représentants syndicaux dans les 63 plus grandes entreprises publicitaires (ceux qui ont un revenu annuel supérieur au milliard), ce qui correspond à 22,7% du total des conseillers d'administration.

On peut mieux évaluer l'influence de cette légion de syndicalistes installés dans les institutions d'Etat si on analyse l'importance de l'INPS (Institut National de l'Assistance Sociale). « Nous sommes le troisième organisme du pays après la Banque d'Italie et l'IRI » déclara en 1977 le directeur général de l'institut. En effet, non seulement l'INPS s'occupe de la gestion de 65 milliards, mais gère aussi la position de la sécurité sociale de trois millions de travailleurs,

affecte environ 13 millions de pensions, entretient des rapports contributifs avec 1,2 million d'entreprises, reçoit 8 millions de demandes de prestations par an cela va des pensions aux allocations familiales, des indemnités de chômage à la « cassa integrazione ». Les employés de cet organisme sont au nombre de 25 000.

Si la liste des dates, des pourcentages de statistiques semble ne laisser aucun doute quant à l'importance de ce syndicat dans la politique italienne, il y a pourtant au moins une considération qui atténue cette image de puissance. Le mécanisme par délégation des inscriptions et des versements à l'entreprise, développe un automatisme qui, si d'une part il produit un durcissement de la procédure de syndicalisation, surtout en ce qui concerne le maintien et l'augmentation des inscriptions, d'autre part, tend à faire persister un haut niveau d'adhésions « formelles » même si on assiste à une baisse d'appobation (ou manque de crédibilité) envers la stratégie syndicale, automatisme qui attaque le processus de légitimation réelle du syndicat. D'ores et déjà, des théoriciens syndicalistes dénoncent ce fait comme une des conséquences les plus préoccupantes; conséquences dont l'origine est l'introduction de la délégation: un syndicat fort mais de manière formelle, et privé de pouvoir effectif dans la gestion des luttes. Ceci, de quelle que manière que ce soit, est plus un danger potentiel qu'une actualité, même si nombre de luttes récentes sont créées et se sont développées en dehors du syndicat et même contre le syndicat. Il suffit de rappeler la lutte des hospitaliers, des stewarts et des hôtesse de l'air, des cheminots, etc...

De même peut-on rappeler l'apparition des syndicats autonomes: du syndicat des pilotes de l'air à celui des enseignants, de celui des banquiers à celui des dirigeants de l'Etat, de celui des cheminots jusqu'à des petits syndicats de mini catégories professionnelles. Les opinions sur ce phénomène sont très divergentes: Agostino Marianetti de la CGIL affirme que le nombre des inscrits aux syndicats autonomes s'élève complexivement à 525 000 personnes, alors que Salvati, président de la CISAL, un des syndicats autonomes, déclarait que le nombre des inscrits rien que dans la CISA s'élevait à plus d'un million.

Les syndicats autonomes sont presque toujours taxés de corporatisme, de « je m'en foutisme » et on parle même d'infiltration de la droite.

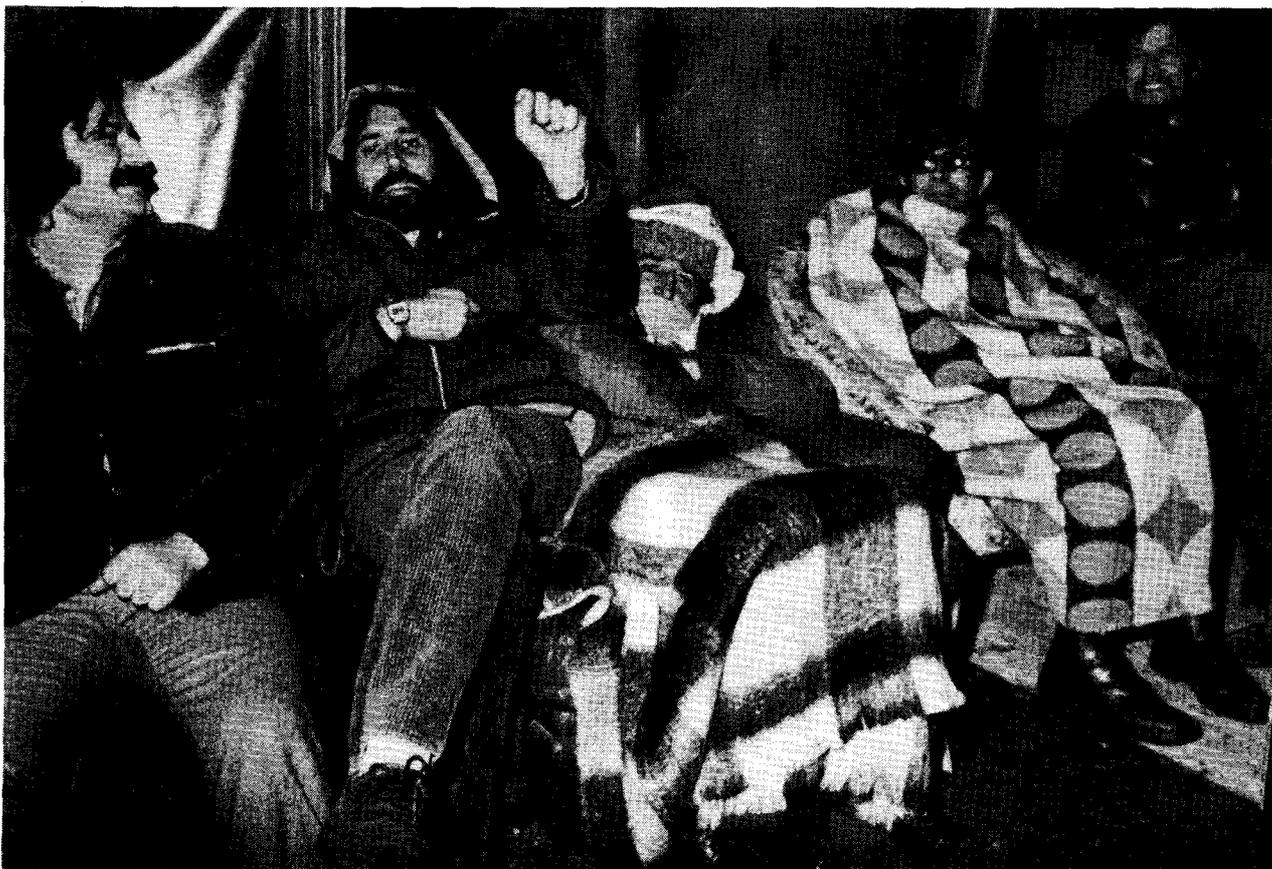
Si dans la plupart des cas, les critiques correspondent à la réalité, il est vrai aussi que les attaques des mass-médias contre le syndicalisme autonome sont très souvent utilisées dans le but de bien valoriser la notoriété des luttes organisées par les trois confédérations « officielles ». A titre d'exemple, les luttes du syndicat autonome des cheminots ont été l'objet d'attaques par toute la presse, qualifiées d'irresponsables, de provocatrices, de corporatives, alors qu'il n'en a jamais été ainsi lorsque l'on sait que les Confédérations se sont vues obligées de lancer des grèves recourant aux mêmes méthodes que les syndicats autonomes. Il existe donc une double vérité : les manifestations des autonomes ont toujours été critiquées durement, celles des confédérations sont « justes, responsables, nécessaires ». Quoiqu'il en soit, les divergences entre syndicats « officiels » et syndicats « autonomes » s'inscrivent toutes à l'intérieur d'une même logique syndicale qui voit dans l'adhérent de base une légitimation pour maintenir un pouvoir sur les structures économiques. Le syndicat officiel souhaiterait éliminer du contexte politique le syndicalisme autonome car celui-ci de par son existence monopolise la quasi-totalité du conflit social, ou plus précisément compromet l'élément qui légitime le syndicat comme l'une des composantes du pouvoir dans la société industrielle et avancée de l'occident. En effet, dans l'actuelle phase historique (qui voit se développer un processus de techno-bureaucratiation de l'économie, avec en conséquence l'émergence d'une nouvelle classe dotée de pouvoirs prenant la place de l'ancienne classe capitaliste d'entrepreneurs), le syndicat est devenu un des trois points cardinaux de la structure du pouvoir avec les partis et la direction patronale. Analysées sous cette optique les dirigeants syndicaux, sont membres à tous effets de la nouvelle élite du pouvoir. Mais à la différence des deux autres composantes — classe politique et direction économique — les diri-

geants syndicaux tirent leur pouvoir légitime de la capacité de gérer les remous ouvriers et de les insérer dans les compatibilités du système comme une variable prévisible du processus productif et distributif. Pour perpétuer et développer ce pouvoir les dirigeants syndicaux doivent conserver l'accord des travailleurs, c'est-à-dire la base de leur pouvoir. C'est seulement par ce biais-là qu'ils peuvent se présenter avec la même force dans la collision confrontation devant les classes politiques et le pouvoir économique.

La recherche de l'approbation des travailleurs est donc une des activités primordiales du syndicat. Cette nécessité physiologique a contribué à faire du syndicat l'organisme qui dans la dernière décennie a su se rénover de façon majeure.

La crise de 1969 a évolué comme un vaccin immunologique, le syndicat a « engagé » un processus réfléchi et astucieux de cooptation des ouvriers les plus actifs et le plus critiques déterminant ainsi une mobilité extrême de la hiérarchie au niveau intermédiaire. Cette mobilité a en outre consenti qu'au sommet se maintienne une grande rigidité : le maximum des leaders syndicaux sont pratiquement inamovibles.

Parallèlement à la croissance du pouvoir du syndicat dans la société, on a vu s'accroître le pouvoir de l'élite syndicale sur les travailleurs. Ce second processus n'est pas seulement « le reflet » du premier mais il trouve sa raison d'être également dans le changement des conditions économiques et psychologiques de l'ouvrier moderne de la nouvelle classe ouvrière. Louis Mercier Vega synthétise admirablement bien cette nouvelle situation : « Si le travail est purement mécanique, si le travailleur se limite à servir une machine, et, si lui-même est ce maillon interchangeable de l'immense machine qu'est l'usine ou le complexe industriel, il sait qu'il est facilement rem-



plaçable et cherche la sécurité et les garanties qui le protègent ». Puisqu'en fin de compte, il a seulement sa force de travail à offrir, il recherchera la sauvegarde des partis — ceux qui votent les lois spéciales — ou des syndicats — qui sont des institutions avec lesquelles les patrons sont obligés de discuter... Sa condition est celle d'une pièce de rechange, banale, fragmentée, qui lui enlève toute volonté de conquête, directe et responsable. Tout ceci le pousse donc à « compter » sur des organisations qu'il ne contrôle pas, dont il ne détermine ni les méthodes, ni les vrais objectifs... il perd de vue — en fait l'a-t-il déjà eue ? — la perspective d'un changement social, dans lequel il serait un individu responsable. Il peut encore et souvent avoir confiance dans un parti dans une direction syndicale, dans un sauveur: « La perspective qu'il a perdu de vue est la confiance dans ses propres capacités ». (1)

Après cette transformation de la classe ouvrière suit la phase — comme l'observe Georges Lapassade — « de la compétence professionnelle (encore très proche de l'artisanat) — avec ses ouvriers hautement qualifiés, les syndicats ouvriers étant des syndicats de métiers gouvernés essentiellement par une aristocratie professionnelle.

A cette phase correspond l'idéologie de l'anarcho-syndicalisme. Les syndicats des métiers sont peu bureaucratés et le nombre des militants en est restreint. « Alors que la phase actuelle » est celle des grandes entreprises et celle du travail à la chaîne, avec sa main d'œuvre colossale — on touche ici le fond de l'aliénation ouvrière. Ces ouvriers dans la phase qui domine encore les industries actuelles sont profondément impressionnés dans un processus de passivité provoqués par les conditions techniques de leur travail. Ceux-ci délèguent par conséquent, toute leur potentialité de lutte de leur propre libération, à des bureaucraties syndicales et politiques, qui adoptent, d'autre part, pour leur propre fonctionnement interne, les modèles traditionnels de fonctionnement des organisations bureaucratées ». (cf. **Groupes, Organisations et Institutions**, Gauthier — Villars, Paris 1974).

Nous avons à faire donc à une classe ouvrière, passive, mais à l'intérieur de laquelle demeurent des ferments de contestation, capable encore de formuler des critiques à la direction syndicale, mais qui, d'un point de vue constitutionnel, est incapable d'assumer par elle-même la gestion des luttes à caractère général, et qui, de toute façon, doit en passer aussi par la médiation des centrales confédérales lorsqu'il s'agit des luttes partielles lors des négociations avec la contrepartie patronale. De cette manière, le conflit qui s'exprime de façon autonome a comme ultime effet d'insuffler une certaine impulsion et une vigueur aux structures syndicales officielles. Cet effet pourtant n'est pas univoque, car si d'une part les structures s'en trouvent stimulées, de l'autre on assiste à une crise psychologique du délégué d'usine. Etant le dernier maillon de l'appareil syndical, celui-ci se trouve en contact direct avec la réalité de l'usine et c'est lui qui subit à la fois les critiques de ses camarades de travail, et à la fois les reproches des syndicalistes de profession qui se plaignent de son incapacité à imposer la ligne syndicale décidée par le sommet. De cette façon, ce puissant syndicat, capable de conditionner les choix politiques, responsable et coopérant dans la gestion du pouvoir économique, se découvre être faible dans sa structure de base et dans son rapport avec la classe ouvrière. Ses chances se trouvent dépendantes d'une alternance équilibrée d'un côté par ses aspects institutionnels, de l'autre par ses aspects « mouvementistes ». Durant ces dernières années, s'est accentuée la prééminence du premier aspect au détriment du second.

La cogestion du pouvoir réduit sa capacité de mobilisation. En outre, l'accentuation de la crise économique réduit de ce fait toutes possibilités de manœuvre. Des di-

zaines et des dizaines de milliers de travailleurs assistent à une remise en question des rares certitudes acquises : l'emploi — Cassa d'integrazione (mise au chômage momentané), — licenciements mis en œuvre par les entreprises. La F.I.A.T. la plus grande entreprise privée italienne, veut placer dans le cadre de la « Cassa Integrazione » à zéro heures pendant 18 mois 24.000 ouvriers, et au terme de celle-ci 8.000 travailleurs devraient être définitivement licenciés. De plus 4.000 salariés devraient recevoir leur retraite avant terme. C'est hier, le 8 septembre qu'ont commencé les consultations entre la F.I.A.T. et les dirigeants syndicaux mais la rigidité de la firme offre peu d'espace aux dirigeants syndicaux. Entretemps, le ministre de la Balance et de la Programmation a entamé une rencontre avec les plus grands leaders syndicaux (Lama, Carniti, Benvenuto) pour élaborer ensemble le programme économique. Les dirigeants syndicaux se sont présentés à cette rencontre soutenant des positions différentes (élément relativement nouveau) : la C.G.I.L. accueille froidement l'invitation du ministre, la C.I.S.L. est disposée mais sans trop, la U.I.L. est d'une manière décidée, favorable à la collaboration. Par conséquent, on assiste à une subdivision de groupes présents : d'un côté, les grosses entreprises veulent licencier et mettre au « chômage momentané » des dizaines de milliers d'ouvriers et de ce fait occasionnent aussi la crise du syndicat visant son prestige, de l'autre, le gouvernement veut le « co-responsabiliser » dans la mise au point d'un nouveau plan économique à moyen terme, c'est-à-dire en le reconnaissant comme interlocuteur valable et privilégié.

Cette double situation met objectivement en difficulté le syndicat. Si celui-ci n'utilise pas « des méthodes efficaces » dans les négociations avec le pouvoir patronal, il risque de compromettre sensiblement le phénomène de leadership sur le mouvement ouvrier. Mais en agissant ainsi, il risque de compromettre aussi « les compatibilités du système » qu'il devrait gérer avec le gouvernement.

Situation difficile, certes, qui augmente théoriquement la possibilité de développement d'« un syndicalisme de base ».

Mais cette possibilité, il est important de le souligner à nouveau, se présente seulement de façon théorique car actuellement, il n'existe aucune force anti-institutionnelle à même de recouvrir cet espace libre. L'U.S.I. (Union Syndicale Italienne), le syndicat libertaire reconstitué, n'est guère plus qu'un sigle, et ne repose que sur un nombre de militants réduit. Il a peu d'influence dans le monde du travail. En outre, son existence tourmentée est rendue encore plus difficile depuis les vives confrontations qui opposaient les partisans des diverses lignes politiques pour sa reconstitution. La formule « action directe » était interprétée par une vaste gamme de nuances; de même, les opinions étaient différentes en ce qui concerne les propositions de la structure organisationnelle et les étapes de la reconstitution. De fait, l'U.S.I. regroupe aujourd'hui une partie seulement des anarcho-syndicalistes italiens, alors que l'autre tendance, se reconnaît plutôt dans les Comités d'Action Directe qui ont, dans la revue « Autogestione » leur porte-parole non officiel. D'autre part, sur ces deux « organismes » pèse l'aggravation de la crise politique, généralisée à toute la gauche révolutionnaire ; une crise qui intervient après une décennie de conflits sociaux particulièrement ardents, des agitations et des initiatives, mais qui, aujourd'hui, ne sont plus qu'un pâle souvenir, qu'un triste argument de conversation pour les anciens combattants de la révolution manquée. Il est certain que l'anarcho-syndicalisme a encore quelques cartes à jouer mais la confrontation avec les puissantes centrales syndicales est trop inégale

pour que l'on puisse espérer voir apparaître un résultat concret.

En outre, il reste à se demander si une structure syndicale, même de type libertaire, pourrait être l'instrument adéquate pour l'activation des luttes autogérées. A savoir, si une structure stable répond mieux à ces exigences plutôt qu'un ou plusieurs organismes « fluides » qui naissent et meurent en étroit contact avec l'exigence des luttes qui les avaient créées. Malheureusement, des impératifs contraires et difficilement conciliables se heurtent : d'un côté, la nécessité d'avoir des structures qui, par leur stabilité et leur continuité, soient un point de référence et d'attraction pour les « travailleurs rebelles » ; de l'autre, être les partisans d'une lutte radicalement anti-institutionnelle qui pour s'exprimer de façon non-contradictoire, devrait savoir renoncer à créer des mini-institutions négatrices en tant que telles, des raisons pour lesquelles, elles s'étaient constituées. Gros dilemme que celui-ci, peut-être insoluble.

Entre temps, le panorama se fait toujours plus sombre : la crise économique ne fait point de trêves, les licenciements sont dans l'air. Explorera-t-elle la mythique colère ouvrière ? J'en doute, mais l'espérance est toujours la dernière à mourir.

Note (1)

« L'incroyable anarchisme » de Luis Mercier Vega édité en 1970 est aujourd'hui épuisé. Qui le rééditera ? (Ndlr).

Post-scriptum : un mois plus tard.

La conclusion du « problème F.I.A.T. » a confirmé les prévisions et l'analyse que j'avais fait début septembre. L'accentuation de la crise économique a laissé très peu de possibilités de manœuvres au syndicat : plus de 22000 ouvriers ont été mis au chômage momentané (cassa integrazione) pendant toute l'année 1981 et éventuellement jusqu'au 30 juin 1983. Les dirigeants syndicaux ont été contestés par la base la plus active et la plus politisée : Carniti fut tabassé ; Benvenuto et Lama y ont échappé, par pur hasard.

Pourtant, ces faits aussi sensationnels soient-ils, ne modifient pas l'aspect général de la situation : les célèbres « compatibilités du système » (acceptées entièrement par le syndicat) ont imposé cet accord qui laisse les mains libres aux dirigeants de la F.I.A.T., pour réorganiser et restructurer les secteurs productifs de la plus

grande entreprise privée italienne. Mais, la conclusion du « différend F.I.A.T. » met à jour un autre élément important : la triarchie de pouvoir existant aujourd'hui en Italie — classe politique, syndicat, direction économique — doit, pour fonctionner correctement, maintenir leurs rôles. Mais, ce n'est pas le cas, puisque le syndicat tend plutôt à dépasser son propre territoire du fait de la situation occasionnée par la crise économique. Plus précisément, il tente de gérer, non seulement la force de travail, mais aussi de co-gérer les moyens de production (pouvoir décisionnel dans la stratégie des entreprises, dans l'utilisation des installations, etc....), ceci étant du ressort de la techno-bureaucratie. Une situation qui, par conséquent, attaquait le pouvoir de l'entreprise, si l'on considère que le syndicat participe déjà à la gestion d'une partie du pouvoir politique.

Le syndicat a tenté un long pas en avant et ses faiblesses sont apparues au grand jour : sa structure de base (comme je l'indiquais dans l'article, traverse une crise que le « problème F.I.A.T. » a accentuée. Ceci est nouveau. Face à un faible consensus de la base, le syndicat trouve ailleurs les sources de légitimation de son pouvoir (l'accord des adhérents tend à ne plus être le seul élément de légitimation du pouvoir syndical). Cet accord peut être momentanément, inattendu. Paradoxalement, la légitimation peut se fonder sur une base ostile à ses indications de lutte, et sur le pouvoir décisionnel dans l'entreprise. En effet, l'accord est tout de même passé, grâce aux travailleurs qui s'étaient déclarés en désaccord avec le syndicat (il suffit de penser que plus de 40000 contremaîtres ont organisé une manifestation énorme à Turin, réclamant le « droit au travail », c'est-à-dire, le droit de travailler même durant les grèves) et grâce à la mobilisation mise en œuvre par la direction de F.I.A.T. De cette manière, le gouvernement, la FIAT et la direction syndicale ont réussi à imposer un accord que la base syndicale mettait en cause.

Cette alliance, apparemment hybride, est révélatrice d'une nouvelle dynamique du pouvoir : durant cette période de faiblesse, le syndicat reçoit de la part de ses deux autres partenaires de la structure économique et étatique, la légitimation pour perpétuer son pouvoir.

La route vers l'autocratie est ouverte. ■

novembre 80 Luciano Lanza

traduit par Rosetta

Photos de ALMASIO CAVICCHIONI

Nouvelles fraîches...

- J.P. FOIX, insoumis depuis juin 79 s'est livré le 10 octobre 80 à Clermont-Ferrand. Il a été transféré aux arrêts de rigueur à la Valbonne, puis réformé définitif le 7 novembre 80, et libéré.
- P.H. PAMBOUC, insoumis, a été libéré le 14 novembre 80 après une grève de la faim commencée le 24 octobre.
- G. FONTAINES, insoumis, toujours à la Valbonne, a débuté une grève de la faim le 24 novembre.
- CH. BRIENT, insoumis, s'est rendu le 20 novembre 80 à Romans, il a été transféré à la Valbonne puis au Quartier Général Frère où il a été réformé définitif et libéré le lendemain.

Ils passeront tous, prochainement, au T.P.F.A.

Le lundi 14 novembre 80, la gendarmerie a entrepris des contrôles d'identité à la sortie de la réunion hebdomadaire du Groupe Insoumission. Malgré la résistance passive de plusieurs personnes, l'une d'entre-elles a été interpellée et gardée à vue jusqu'à deux heures du matin.
Contrôle de routine ? !...

La « BOUTIQUE DE DROIT » est ouverte chaque lundi, de 18 heures à 20 heures, à BEC et PLUMES, 52 rue Sébastien Gryphe — 69007 Lyon.

Essai d'une approche collective pour résoudre les problèmes judiciaires.

IMPRESSIONS DE VOYAGE

GUATEMALA 1980

Nous savions en entrant dans ce pays quelle y était la situation politique : une dictature militaire vendue aux Etats Unis qui ne se maintient que grâce à la force brutale, la guérilla qui gagne sans arrêt, et les assassinats par l'armée et l'extrême droite : certainement plus de vingt chaque jour...

Par contre, tous les touristes que nous avons rencontrés, nous avaient donné une autre image : « tu verras, le Guatemala c'est le paradis : les gens sont super-sympas, les paysages magnifiques, la vie pas chère, le pied quoi ! ».

Et quand on leur demandait « mais quand même... la situation politique... ? » — « oui bien sûr, on voit pas mal de militaires, mais c'est quand même pas ce qu'on dit ».

Alors on voulait savoir à quoi ça ressemble un pays fasciste qui a l'air d'un paradis.

La douane : des affiches nationalistes du style « le Belize (1) est à nous », « nous voulons vivre dans la paix au Guatemala » (mais oui bien sûr), la photo du président — une brute militaire à la Pinochet — et puis un douanier qui cherche le premier prétexte venu pour nous emmerder mais c'est pour la forme il finit par nous laisser passer (tiens tiens, ils ont besoin des touristes ici...).



Une mauvaise piste nous emmène vers l'intérieur du pays et surprise, à un détour de la route, on traverse ce qui ressemble étrangement à un centre d'entraînement commando : l'endroit s'appelle « l'Enfer » et au bord de la route un panneau : « ici se forgent les meilleurs soldats d'Amérique ». Bon ça va, on est dans le bain.

Une visite au site archéologique de Tikal, magnifique site maya en pleine jungle. En discutant avec les gardiens — tous fortement armés — on apprend que des « gens mal intentionnés » ont attaqué le poste de garde du parc pour prendre des armes. Bon signe, il se passe des choses derrière le rempart de la forêt...

Séjour de quelques jours dans la première ville (nous sommes dans la région éloignée et très peu peuplée du Peten). Là rien de remarquable, l'endroit est tranquille à part des militaires à mitraillette devant les bâtiments importants, pas mal de flics ; mais qui sont ces civils qui se baladent avec des balles à la ceinture ? Pas moyen de le savoir. Les gens ? Effectivement très gentils, mais il n'est pas possible de parler politique contrairement au Mexique d'où nous venons. Une ville vraiment très calme.

Nous partons vers la capitale dans un bus bourré, par une piste toujours aussi mauvaise. Long voyage où nous croisons des camions militaires hérissés de mitraillettes prêtes à tirer. Le seul village important est un gros camp militaire. A la limite de département le bus s'arrête et on entend « tous les hommes descendent ! ». On sait ce que ça veut dire. Contrôle militaire. Les hommes sont alignés le long du bus et des brutes armées jusqu'aux dents se mettent à contrôler les papiers de la manière la plus consciencieuse que j'aie vue puis à fouiller chacun toujours avec le même zèle. Les femmes sont contrôlées dans le bus. Pas moyen de lire sur les visages ce que peuvent penser ces gens impassibles. On repart, laissant sur place quelques malheureux dont les papiers ne sont, paraît-il, pas en règle. Incident de parcours : Le bus doit emprunter un bac et les passagers passer à pied ; des militaires en profitent pour s'introduire à l'intérieur et fouiller cette fois-ci les bagages. Pendant que nous marchons, un vieux qui se dit témoin de Jéhova, se confie à nous : les crimes de l'armée sont horribles, des gens tués tous les jours, le peuple méprisé, mais les gens se réveillent, ils en ont marre ; lui, croit que Dieu interviendra, il n'a pas peur de dire la vérité. J'avais un parti pris contre les témoins de Jéhova mais celui-là restera dans notre estime.

Tard dans la nuit, nous arrivons à Guatemala. Ne connaissant pas la situation, nous préférons prendre un taxi. Effectivement à chaque coin de rue, un militaire avec arme et gilet pare-balles. Nous posons des questions innocentes au taxiste : oui il y a beaucoup de délinquance, c'est malheureux pour le pays, ça fait du tort au tourisme, et le tourisme est une grande ressource du pays. Notre conscience de voyageurs en prend un sale coup.

Promenade dans la capitale le lendemain : la ville est animée, les gens font comme si de rien n'était. Beaucoup

de jeeps militaires circulent, avec deux tireurs à l'arrière : certains quartiers ont une forte densité de militaires, d'autres moins. Et toujours ces civils avec des balles à la ceinture. Pour la première fois nous trouvons des journaux : les couvertures sont pleines des récits d'assassinats et de tortures. Etrange, nous pensions plutôt qu'ils feraient le black-out là-dessus.

Le jour suivant, nous arrivons à contacter des amis et là c'est la douche froide : pendant des heures et des heures, ils nous expliquent le Guatemala, ils nous promènent dans les rues pour nous montrer la réalité que le touriste ne voit pas au premier abord, ils nous montrent les journaux, nous font écouter la radio, nous montrent des documents.

C'est comme autant de coups qu'on nous assène ; à la fin de la journée nous n'en pouvons plus. Eux, ça se voit, avaient besoin de parler, de se libérer d'une partie du poids que représente de vivre quotidiennement une telle situation.

Le fascisme, on connaît par les bouquins, les journaux, par ce que nos parents nous ont raconté de la guerre. Le Chili et l'Argentine je n'y étais pas, je connais, mais de manière théorique, abstraite. C'est une toute autre impression que de le vivre, se sentir dans cette ambiance. Et ici, ça vaut largement le Chili ou l'Argentine.

Le Guatemala 1980, c'est le règne de la mort et de la terreur. Ça dure depuis 1954, mais actuellement c'est du paroxysme. L'Etat menacé n'a plus qu'une tactique : tuer, tuer, tuer. C'est devenu sa seule raison de vivre, tout le reste (équipement, économie, éducation, santé...) est laissé à l'abandon au point que le pouvoir est en train de se saboter lui-même.

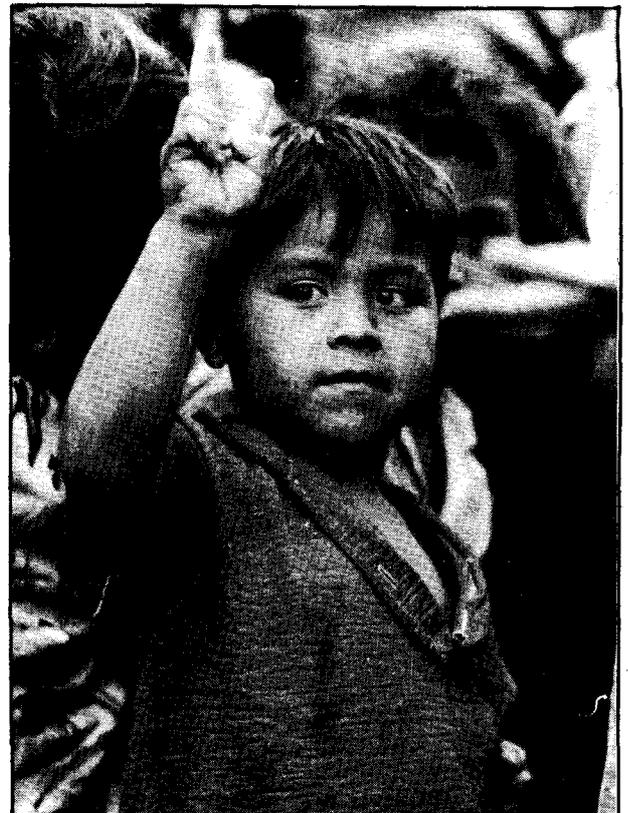
Ici on tue tout ce qui pense : étudiants pour le simple fait d'être étudiants, professeurs pour l'unique raison d'être professeurs, journalistes qui ne sont pas d'extrême droite, curés de villages pour trop s'intéresser aux indiens. On tue tout ce qui revendique, même s'il s'agit des choses les plus élémentaires : syndicalistes, indiens qui osent lever la voix contre leur statut de moins qu'hommes (qui ne se rappelle pas du massacre de l'ambassade d'Espagne ? On en a parlé, mais les massacres dans les villages perdus font moins sensation à l'étranger). On tue les indiens (2) pour être l'eau où nage le poisson de la guérilla.

Pour tuer, il y a l'armée, la police et des corps spéciaux de tueurs. Les tueurs sont ces types qui se baladent ouvertement avec leurs armes et les balles à la ceinture, ou qui circulent dans des véhicules du genre jeep-toyota, souvent sans plaque d'immatriculation. Tomber entre leurs mains ne signifie pas seulement la mort certaine, mais aussi des tortures atroces. Leur tactique est d'enlever une personne et quelques jours après, on retrouve un corps méconnaissable dans un terrain vague. Et ils sont spécialistes des tortures sur les enfants pour terroriser les parents. Ils sont aussi tueurs à gages, ça ne coûte que 60 francs pour faire tuer quelqu'un. Les militaires de carrière sont des gens particulièrement soignés : ils gagnent un salaire énorme pour le pays, ont des vacances payées aux Etats-Unis et plein d'avantages. Pour le simple soldat, c'est une autre histoire : ce sont des indiens que l'on enlève de force au cours de rafles dans les villages. On leur fait subir des traitements inhumains et, à les traiter comme des bêtes, on arrive à en faire vraiment des bêtes. Leurs visages sont vides, ils savent à peine parler et sont capables, si on leur demande, de tuer tout le monde dans leur propre village. Irrécupérables au point que leur reclassement sera un véritable problème après la révolution.

Et puis, il y a l'intoxication par les médias. L'anti-communisme est primaire au point que Carter est le représentant du communisme international ! Le climat de terreur est soigneusement entretenu par la presse et la

radio : au fil des pages des journaux s'étalent les cadavres et les descriptions des tortures. L'avantage est que nul ne pourra dire plus tard qu'il n'était pas au courant. Bien sûr, ces cas sont traités en faits divers, en condamnant la « violence », en amalgamant les actions de la guérilla avec celles de l'extrême droite. Ça se termine régulièrement ainsi : « on n'a pas retrouvé les auteurs du crime, une enquête est en cours ». Quant à la radio, on pourrait l'appeler « radio matraque » : on t'assène les informations comme des coups avec un cynisme incroyable, entrecoupées de publicités. On entend des trucs du genre : « on a retrouvé un tel pendu on pense qu'il s'agit d'un suicide mais on n'a pas retrouvé la corde ». Je l'ai entendu de mes propres oreilles. Tout cela est suivi de propagande « pour la paix des foyers dans un Guatemala libre, contre le communisme international » sur fond de musique douce et dans plusieurs langues indigènes (c'est rare qu'on prenne tant d'attention pour les indiens). L'impression produite par ces émissions est incroyable, on en ressort avec la tête ramollie, se demandant dans quel pays de fous on est tombé. C'est peut-être là que s'exprime le mieux le fascisme sourd.

Il n'est pas possible de faire une liste des crimes qui se passent ici, on peut simplement donner des exemples au hasard : dans la région du Quiché il n'y a plus de curés, ils ont tous été liquidés ou se sont enfuis ; on est obligé de dire la messe avec des cassettes enregistrées et ces cassettes passent à la censure militaire avant d'être diffusées ; il n'est pas rare de voir des inscriptions sur les murs se terminant par des impacts de balles ; le dernier raffinement en vogue est la torture au chalumeau oxy-acétylénique ; le passage de l'armée dans un village indien signifie exécutions de paysans, tortures, viols et pillages ; au niveau médical, on essaie de stériliser les femmes indiennes à leur insu ; on a pu prouver qu'une forte proportion des gosses qui cirent les godasses dans la rue sont des indicateurs de police ; une campagne d'alphabétisation est entreprise par le gouvernement, elle est faite par qui, devinez ? La police bien sûr. On pourrait citer des milliers de faits tous aussi révélateurs du climat qui règne ici.



Et en face de tout ça, le courage de ceux qui osent lever la tête. Tous ceux qui font leur travail au grand jour sachant qu'ils seront liquidés bientôt, ceux qui organisent la résistance clandestine, tous les paysans qui aident la guérilla ou la rejoignent. C'est chaque jour, plus de gens, malgré les pertes, malgré les risques. Et ces gens-

là vivent malgré tout, c'est un réconfort immense de les voir.

Dans quelques mois, le Guatemala va exploser comme a explosé le Nicaragua, comme va bientôt exploser le Salvador.

Correspondance, novembre 80 ■

- (1) Bêlize ou Honduras Britannique : petite colonie anglaise des Caraïbes que le Guatemala revendique comme sien, bien sûr pas un seul Bêlizeéen n'a envie de devenir Guatémaltèque.
- (2) Le Guatemala est le pays d'Amérique Centrale et du Nord où il y a la plus forte proportion d'indiens vivant suivant leurs traditions.

MANAGUA LIBEREE

Salud compagne-éros !

Voilà un léger complément de dernière heure au matériel qui vous est parvenu. Ceci surtout afin de situer l'ambiance générale de ces dernières semaines, ainsi que les faits qui sont récemment intervenus à Nicaragua, au sujet de Nicaragua, ou touchant de près la perception « nicaraguayenne » ou « Sandiniste » de la politique extérieure (plus ou moins proche).

En gros, depuis début août, la J.G.R.N. (Junta de Gobierno de Reconstrucion Nacional), qui refusait l'ingérence Nica dans les affaires salvadoriennes (tant que les U.S.A. n'y foutaient pas le nez), a fait savoir lors d'un meeting de soutien au peuple salvadorien (le 9 août), par la déclaration du commandant de la Révolution, Omar Cabezas, que le Nicaragua avait désormais une participation dans le processus révolutionnaire d'El Salvador ceci, dû à la présence, même pas camouflée, d'officiers U.S. lors de l'assaut de l'université de San Salvador. On connaissait déjà la mise en route de cycles d'entraînement militaire, d'une brigade de 5.500 Porto Ricains dans cette même île (apparemment, 4 de ces brigades se tiennent prêtes à débarquer au Salvador). Plus récemment, ces jours-ci, nous avons eu la connaissance de stages de formation accélérée de militaires salvadoriens dans (au moins) 5 bases U.S., longeant le canal.

Note : a ce propos, le gouvernement de Panama cherche de toutes ses forces à faire respecter l'accord U.S.A. Panama, accord assez récent (1976/1978) qui prévoyait l'évacuation des troupes yankees de la zone canal. Avec système de gestion bilatérale en ce qui concerne le canal (mais là je ne sais plus exactement — toujours est-il que c'est chaud de ce côté-là).

Les exilés du Salvador qui arrivent au Nicaragua sont de plus en plus nombreux ces derniers temps ; des récits d'horreur... Avant-hier on recensait dans la capitale San Salvador, rien que 40 morts en moins de 24 heures. Certes, c'est difficile de vous communiquer le parfum ambiant ; ça sent la fin de règne ; les symptômes, les témoignages, les photos, les gens, très dur vraiment de vous mettre ça dans une lettre.

Ernesto Jovel : une des têtes du F.A.R.N. (Frente Armado de Resistencia Nacional) est mort avant-hier. Tout porte à croire que c'était un Che Guevara local, mais issu, lui, du syndicalisme révolutionnaire. Il croyait vraiment à ce qu'il faisait, proche du peuple, et pour ne pas discréditer la résistance nationale vis-à-vis de l'opi-



nion publique, il s'était depuis 1976, mis à la chasse des terroristes et des anarchistes au sein de l'orga (selon les textes publiés dans « Barricada » et « El Nuevo Diario », ces jours-ci).

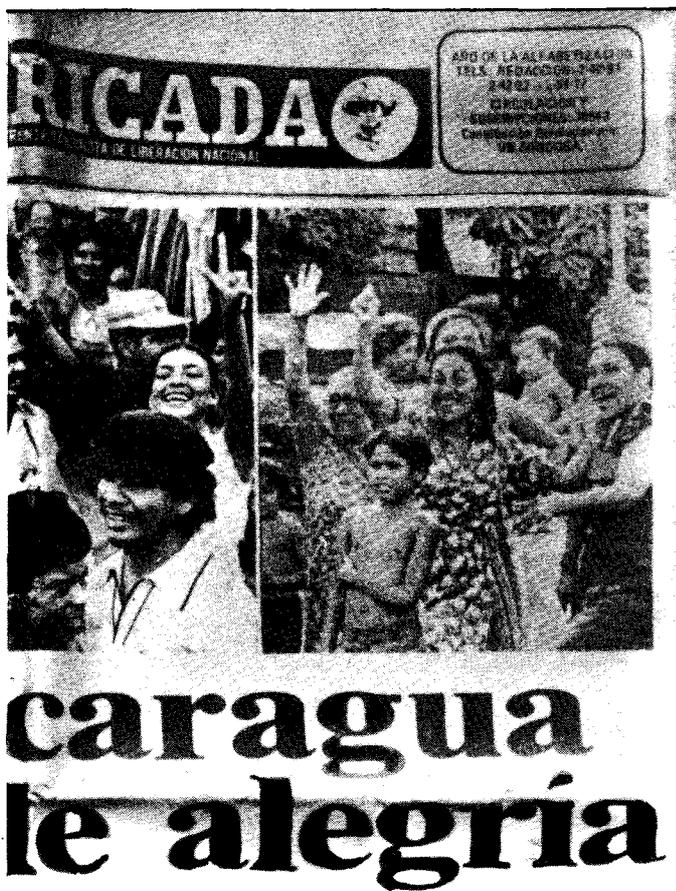
— On parle beaucoup ces jours-ci de ces mercenaires qu'emploie (rait ?) la Junte Salvadorienne.

— A l'occasion de l'anniversaire (cela fait six mois que Monseigneur Arnulfo Romero a été assassiné), les chrétiens nicaraguayens multiplient les actions de masse en faveur du F.D.R.

— Les quelques 4 à 5.000 ex-uardes somozistes gracieusement hébergés au Honduras (Le Nicaragua cherche plutôt à tempérer les relations — tendues — avec ce pays, alors que la position de la J.G.R.N. condamnant le gouvernement guatémaltèque est claire, nette, et sans détour. L'ambassadeur nica vient d'ailleurs d'être retiré de Guatémala-ciudad où il ne faisait que servir de cible depuis quelques temps : explosifs, mitraillages, etc...). Les ex-gardes donc, situés dans la zone frontalière du Honduras/Nicaragua ont fait tant d'assassinats, de vols, viols, d'un côté comme de l'autre, qu'hier moult et moult orgas du Honduras ont fait une manif à Téguici-

galpa pour les expulser. Dans les coulisses, on parle d'une dizaine de colonels, et quelques autres officiers, mais ce n'est encore qu'un bruit (un début de liste).

— L'annonce de « l'ajusticraniento » d'Anastasio Somoza Debayle, au Paraguay, a eu pour effet que, dès 7 heures et demie du matin, quand le poste a retransmis la nouvelle pour la première fois, tous les gens de mon quartier mirent la radio à fond à chaque flash d'info ou complément d'info, soit environ toutes les 5 minutes. Le délir ambiant n'était pas sur commande, je vous prie de le croire. Plus tard dans la journée, c'était toujours la fête, mais certains, nombreux d'ailleurs, et particulièrement les catholiques, regrettaient que ça ne se soit pas passé au Nicaragua : « on aurait préféré le ramener ici,



caragua le alegría

avec tous les millions qu'il nous a volés, lui faire savoir ce que c'est le travail, la prison, et le repas unique à 5 cordobas ». La séance de travail de la J.G.R.N. s'est interrompue spécialement, et s'est transformée en tournée triomphale à travers Managua, sur le toit des jeeps, au milieu des haut-parleurs, sirènes, acclamations... comme s'il y avait des gens qui ignoraient encore la nouvelle. Vers 7 heures du soir, une manif spontanée est partie de la Centrale Sandiniste des Travailleurs (C.S.T.) en direction de la Place de la Révolution (près du Palacio Nacional) ; on est parti une cinquantaine à travers le « centre » en ruine de Managua, et ce sont près de 5 à 6.000 personnes qui sont arrivées, sorties des herbes folles qui envahissent tout le secteur. Une fois sur la place, on a immédiatement formé des cercles pour danser la « Salsa » sur la musique de l'orchestre de l'Ejército Popular Sandinista ; seule la pluie mit fin à la fiesta. Partout dans la ville, on pouvait voir des pneus brûler aux croisements et les gens dansaient autour (c'est la manière locale de rassembler les gens du quartier). Vous recevrez d'ailleurs les numéros spéciaux publiés à cette occasion, mais sans « Barricada », devenu introuvable

dans toute la ville en l'espace d'une heure.

— Un autre moment vraiment intense, a été la manifestation de solidarité avec le peuple chilien le jour de ce fameux « plébiscite ». Ceci se passait au théâtre Populaire « Ruben Dario », il y avait file (mais alors file) pour rentrer ; nous avons eu droit à des poèmes de Neruda, des chansons chiliennes par des chiliens, des danses folkloriques du Chili, du « Canto de Protesta » par Luis Enrique Méjia (le chanteur de la révolution sandiniste le plus connu), des interprétations de Victor Jara, tout cela d'une qualité, d'une émotion collective INCONNUE et INTROUVABLE à une occasion semblable en Europe ; d'une force telle que si la télépathie n'était pas le casse-croûte des charlatans, il est sûr que tous les chefs d'Etat nazillons auraient cassé leur pipe à cet instant même : EMOTIONNANT de sensation, d'unité, de détermination.

— A propos de la presse, si « Barricada » est le porte-parole du F.S.L.N., « El Nuevo Diario », le journal d'information révolutionnaire nicaraguayen, sans être porte-parole, s'attache de près, et avec intelligence, à suivre le processus révolutionnaire. « La Prensa » ne cache plus ses positions révolutionnaires (d'ailleurs, « El Nuevo Diario » est constitué de 90 % du personnel qui s'est tiré de « La Prensa » à cause de cela, pour fonder « El Nuevo Diario »). En gros, ce sont les bourgeois anti-somozistes qui ont fait la révolution ; ce doit donc être eux qui doivent être au pouvoir... (c'est le genre d'argument « prensa » que je repréciserai et développerai plus loin).

J'ai fait mention de l'attitude particulière de « La Prensa » au sein de la presse nicaraguayenne, mais ce serait plutôt un problème à replacer dans le contexte, plus vaste, de l'information au Nicaragua. « La Prensa » donc, était l'organe de presse de Pedro Joachim Chamorro (assassiné vraisemblablement par la G.N. sur ordre direct du « Chiquin », le fils de Somoza). Chamorro, ainsi que son journal, représentait la bourgeoisie anti-somoziste ; mais plutôt qu'une révolution, ces gens auraient préféré un simple changement de personnalité, conservant le fauteil du pouvoir intact. Le Président du Nicaragua devrait, d'après eux, tâcher d'être moins immoral et pervers que Tacho (Anastasio Somoza), qui, mis à part les génocides, choquait surtout la bourgeoisie chamorrienne (ainsi que les conservateurs démocrates) par ses interminables cuites et son sérieux penchant pour les vertus légères. L'orientation de « La Prensa » est actuellement de reprendre à son propre compte l'ensemble des événements de la libération. (ben voyons, toujours se mettre du côté du plus fort... cette fois-ci il s'agit de masse populaire, « La Prensa » est bourgeoise, mais pourquoi pas, il faut bien vendre). Ce qui amène « La Prensa » à être tellement amère dans ses propos qu'elle en néglige l'argumentation de ses opinions. Je pense que c'est une bonne chose ; si tous les connards de la presse pourrie se sabordaient à cette vitesse, cela changerait un peu les titres à la con. En ce qui concerne « Barricada », c'est un porte-parole, celui du F.S.L.N., et qui faillit nullement à sa fonction, nous informant sur les orgas de masse, la réactivation, jusque dans les moindres recoins du Nicaragua ; parfois on a droit aux déclarations officielles, au dernier décret... aux prochaines fêtes de soutien. « El Nuevo Diario » regroupe ceux qui se chargent du reste, vu que « La Prensa » joue dans le dénigrement généralisé aussi légèrement qu'un bull-dozer ; « Barricada » représente l'aspect politique militant. Et il faut bien un journal d'info, pour les gosses écrasés, qui fait même le compte-rendu sur l'alphabétisation, ou le bilan de l'électrification de certains villages du nord, ce journal c'est « El Nuevo Diario » ■

Gérard, insoumis

Atous ceux d'IRL

De mon nouveau 5 mètres carrés, je vous envoie d'affectueux bisous.
Je vous aurais bien invité à pendre la crémaillère mais on m'a dit que ça ne se faisait pas ici. Voyez tout se perd.
C'est pas bien grand mais on aurait pu se pousser, enfin...
Puisque vous n'aurez la chance de le voir je vous le décris.
Les murs sont recouverts de somptueuses peintures beige et marron.
Un délice!

Le matelas et la literie ont cette exquise odeur de quoi vous savez.

Mais enfin j'ai pas à me plaindre.

Quand je suis assis sur mon lit, j'appuie mes pieds sur le mur d'en face, c'est bien pratique pour écrire.

Le système sanitaire est, on ne peut plus au point: W-C à l'intérieur, chasse d'eau à l'extérieur.

Enfin bref, l'extase dans ce petit nid douillet. Vous comprendrez qu'il est plus simple que je me déplace pour aller chez vous.

A bientôt donc
Gérard

« Lorsque vous lui aurez fait un corps sans organe alors vous l'aurez délivré de tous ces automatismes et rendu à sa véritable liberté, alors vous lui réapprendrez à danser à l'envers comme dans le délire des bals musette et cet envers sera son véritable endroit ».

(Antonin Artaud, Pour en finir avec le jugement de Dieu)

Qu'on ne me demande pas, qu'on ne me demande plus pourquoi l'insoumission totale...
Je ne saurai plus, trop de raisons, trop de causes, depuis le jour où...

Mais, d'ailleurs, il n'y a pas eu de jour mais des jours et des jours...

... où la vie, la révolte, ont, petit à petit, traversé la coquille.

Des jours à se demander si les choses étaient vraiment à leur place.

Des jours où l'on commence à savoir, prison, torture, bêtise, aliénation.

Des jours où l'on décide de ne plus baisser les bras... et de connaître la vie qu'on ne nous a pas apprise.

C'est dans ce mélange que se situe ma vie, que je vais naître chaque jour un peu... au milieu des doutes, des interrogations et des problèmes.

Et l'insoumission vit-elle aussi au milieu de tout cela ?

Elle n'est pas une valeur sûre, elle fait partie d'une incertitude. Elle fait aussi partie de la politique comme la politique fait partie de la vie, elle pose ses repères face au monstre coercitif que représente l'armée. Elle se situe au delà de tout réformisme, elle se moule dans les faibles espaces libéraux pour en faire éclater les contradictions, elle subit la répression comme une planche recouverte de savon noir où l'armée n'a que des prises superficielles.

Et puis, ce n'est pas fini, ça commence seulement...

L'insoumission militaire n'est rien. Il y a l'insoumission quotidienne devant l'aliénation de nos gestes, de nos corps, de nos esprits. Elle vibre chaque matin au réveil.

Chacun la cherche dans sa vie, son rythme, en fonction de son histoire, de son vécu. Elle n'est pas dogmatique, elle n'est pas préchable. Elle se trouve au fond de chacun qui veut fouiller en lui-même. Que ce soit « ceci » ou « cela », cela emporte peu. Car ce « ceci » et ce « cela » sont des étiquettes employées par le vieux monde et, puisqu'il nous les impose comme des paires de menottes, alors, il va falloir apprendre à danser autour, à se rencontrer dans le non-prévu, surprendre et inaugurer, utiliser toutes les nouvelles lignes fuyantes. Elles sont mille comme sont mille les espaces où nous devons nous chercher. « Depuis qu'un vent s'est opposé à moi, je fais voile à tous les vents » (F. Nietzsche. *Le gai savoir*).

Pour ceux de Long Kesh

*Le silence des murs n'est rien,
Ce qui est terrible, c'est le mur du silence
Que l'on veut imposer au détenu,
Pour l'empêcher de communiquer.*

*Le plonger dans la détresse,
Tel est le but de l'univers carcéral.
S'il échoue à cela,
Si la vie à l'extérieur, permet de le déjouer,
Alors on peut vivre dedans,
Alors on peut se battre.*

La solitude n'est plus, la force revient.

*Ce qui est invivable pour le prisonnier,
Une fois derrière les barreaux,
C'est la prison qu'il s'est fait avant,
La prison d'un amour, la prison d'un travail,
La prison d'une idée.*

*Au delà du silence du mur,
Il faut briser le mur de tous les silences.*

Gérard Fontaines



EN DISSIDENCE

Cet article est encore une contribution à la conférence internationale sur répression consensus, et dissidence qui eut lieu à Paris il y a un an.

On avait écrit sur le n. 33 qu'après avoir publié un article dans le n. 32 « **Le mouvement contestataire et la classe moyenne** » en Union Soviétique dans le n. 32 « **Question à Rittersporn** » et dans le n. 33 « **Canada et U.S.A. répression, intégration et dissidence** » on aurait probablement publié un article d'Orsoni « **Le régime idéologique soviétique et la dissidence** ». Or n'ayant pas réussi à trouver un consensus auprès du « Collectif I.R.L. » nous ne le publierons pas mais à tous ceux et celles qui désirent le recevoir, nous nous engageons à leur envoyer une photocopie.

Les termes mêmes dans lesquels a été réuni le colloque auquel nous participons me suggèrent un certain nombre de remarques préliminaires. Il nous est dit, en effet, que c'est par rapport au pouvoir d'Etat, et, semble-t-il, à lui seul, que doivent être définies et étudiés le consensus, la dissidence, et la répression. Comme si c'était de l'Etat uniquement qu'émanaient tout pouvoir et toute autorité, comme si les efforts que nous faisons chaque jour pour nous préserver un espace de liberté, un lieu de survie, n'était qu'une lutte contre l'Etat, et non contre d'autres institutions aussi, dont l'action, plus insidieuse, n'en est pas moins réelle. C'est par exemple un lieu commun, aujourd'hui, que de montrer par quels processus issus de ce que l'on peut désigner sous le terme de « sphère du pouvoir du patriarcat » avec toutes les précautions et les précisions qui doivent entourer le choix d'une telle terminologie, les

femmes se trouvent assignées au domaine du privé (l'Etat n'est pas leur affaire), inscrites dans des territoires clos, avec des rôles précis et codés à tenir, hors desquels tout trajet — nocturne dans la ville, par exemple, mais aussi le trajet de vie — devient dangereux. L'oppression des femmes qui repose sur une accumulation de répressions subies tout au long de leur vie, d'une manière qui leur est spécifique, et à laquelle moi, en tant qu'individu du sexe féminin je ne puis m'empêcher de songer dès lors qu'il est question de répression puisque c'est d'abord elle que je subis chaque jour, cette oppression n'est pas, en premier lieu oppression d'Etat, même si l'Etat la relaie et étaye, avec ses lois, ses tribunaux, les livres mis entre les mains des enfants de ses écoles, etc. Il est vrai que là où règne la terreur d'Etat, cette oppression/répression passe au second plan. Mais même dans ce cas, et j'en veux pour preuve les témoignages des prisonnières politiques des

pays d'Amérique Latine, la répression qui pèse sur les femmes est spécifique et les vise dans leur être propre de femme.

Mais pour nous qui vivons dans ces pays que l'on dit « démocratiques », je veux dire pour nous, femmes, la répression c'est d'abord tout ce qui nous assigne au privé, nous séparant les unes des autres, inscrivant cette assignation dans un soi-disant ordre de nature (1) qui énonce à notre place nos besoins et nos désirs. Bien des femmes ont déjà montré combien notre assignation au privé nous rend difficile l'accès à la parole publique, à l'écrit, à la théorisation, même si, en manière de compensation (mais quelle compensation !), il nous est donné, à l'intérieur de nos maisons, de nous faire craindre de nos enfants et de nos hommes. Pour les femmes séparées les unes des autres, astreintes à se préoccuper d'abord du quotidien, du répétitif, du concret le plus immédiat, l'accès au langage abstrait, à celui qui s'énonce en public à titre de parade, est source de difficultés multiples, d'abord parce que rien ne peut s'y parler de ce qui fait les préoccupations de chaque jour, et ensuite parce que ce langage est lié, à titre d'instrument et d'expression, au rôle social des hommes, non à celui des femmes. C'est comme une langue étrangère qu'il nous faut apprendre, où se reflètent les sentiments et les valeurs qui ont été imposées aux hommes — entre autres choses pour les différencier des femmes — : valeurs guerrières de pouvoir et de compétition, valeur accordée aussi à l'abstraction qui nous paraît mortiphère dans la mesure où tout le réel, toute l'épaisseur du vécu, s'y trouvent rabattus sur les mots (2). Faute d'adopter ce code, nous sommes privés de reconnaissance, de capacité de communication et d'autonomie sociale. Mais quand nous l'adoptons, semblables un peu au colonisé qui adopte la langue du colonisateur, sans se le réapproprier comme dans le cas du créole, une importante partie de notre vécu est occulté, indicible, inarticulable. Si quelques unes d'entre nous réussissent cependant à parler, « homme », à parler abstrait, c'est le plus souvent à grand peine, et avec une inauthenticité évidente. D'où la nécessité que nous avons éprouvée, en tant que femmes, comme l'on dit, de nous créer notre créole à nous, pour nous efforcer de parler notre vécu, de l'analyser, en termes qui ne soient pas ceux de l'abstraction que pratique aussi, oh combien, la raison d'Etat. Car l'Etat, s'il raisonne, ne sent guère. Lutter contre l'oppression/répression que nous subissons, c'est lutter contre le langage qui nous opprime, et trouver un autre mode d'accès à la réflexion sur les phénomènes pris dans leur généralité, autrement dit un autre mode d'accès à la théorisation.

Cet autre mode d'accès à la théorisation passe en particulier par l'abandon de la démarche d'objectivation, et du style objectivant, où l'orateur ou bien l'écrivain se pose en sujet du savoir, extérieur à l'objet qu'il traite. S'agissant de répression, il me paraît urgent de quitter le style objectivant, celui qui offre pourtant toutes les garanties scientifiques, mais qui se trouve être un instrument tout à fait perfectionné de répression à l'égard des femmes, comme je crois l'avoir montré rapidement, mais aussi à l'égard de tous ceux qui sont dépossédés de leur parole propre, les prolétaires, les fous, etc..., de tous ceux qui sont parlés, mais ne peuvent plus parler. Sont parlés, mais aussi dénombrés, fichés, normés, ... on sait tout cela aussi. Il faudrait, aussi, comme d'autres l'ont déjà fait, parler de la répression que nous vivons les uns et les autres, si nous en subissons une et ne nous contentons pas de nous donner bonne conscience en nous lamentant sur les malheurs d'autrui. Dire « je » là où d'habitude, ou plutôt d'usage c'est « il » ou le « on » qui priment, voilà qui est parfois un peu difficile. Dire « je », et se trouver en dissidence par rapport à l'obligation de résér-

ve qui unit tous les intellectuels du monde et protège leur pudeur tout en ménageant leur statut d'expert (ès malheurs de l'humanité quand on est de gôche). Dire « je » et se priver du privilège d'être au rang de ceux qui savent, et qui, s'ils sentent ou s'ils vivent, n'en disent mot.

La question que je me pose donc est celle du lieu d'où nous, intellectuels exerçant nos fonctions à l'intérieur de ce pays qui s'appelle la France et ne connaissant le Goulag et la Dina que par ouï dire, discutons de la répression, de la dissidence, etc. Depuis la réactivation, à l'époque des Lumières, du vieux rêve platonicien de la politique rationnelle, nombreux ont été les intellectuels, et avant tout les philosophes, les spécialistes de sciences humaines, à se croire les détenteurs du sens de l'histoire, les possesseurs d'un savoir leur permettant ou bien de se poser en candidats au pouvoir, ou bien en juges autorisés de l'exercice de ce pouvoir. Le cours des événements du 20ème siècle a fait s'effondrer ces illusions. Les partis politiques ouvriers à la constitution desquels de grandes et célèbres têtes pensantes du siècle dernier avaient appelé ont échappé au contrôle des intellectuels, les ont évincés, voire proprement (?) trucidés, reprenant à leur compte certaines formules célèbres, en les vidant de tout sens. La critique de Georges Sorel qui voyait dans les partis politiques « ouvriers » un moyen pour les intellectuels de confisquer à leur profit le mouvement ouvrier n'est donc plus fondée. Les intellectuels peuvent se mettre au service du pouvoir, abandonnant leurs capacités de juger et leur autonomie, mais ils ne peuvent plus espérer s'emparer du pouvoir et le mettre au service de leurs idées. C'est cependant par des intellectuels qui se disaient révolutionnaires qu'ont été produits jadis les mots que préfèrent aussi, dans les pays totalitaires, ceux qui exercent sur la population une des contraintes les plus dures que l'histoire ait jamais connue (3). D'où sans doute notre intérêt fasciné pour ce qui se passe dans les pays de l'Est.

Reste la possibilité de nous poser en juges du pouvoir, des pouvoirs, et nous ne nous en privons pas, à dénoncer, pétitionner, critiquer, et autrefois, au temps de la bonne Algérie, de la bonne Chine et du bon Viet-Nam, à soutenir, à admirer. Que nos jugements n'aient pas été pertinents, surtout lorsqu'ils étaient naïfs et admiratifs, nous ne le savons aujourd'hui que trop, maintenant que nous avons découvert qu'il n'y avait nul lieu au monde où se réalisait notre vieux rêve messianique. Et puisqu'il faut parler de soi, je mentionnerai ma tristesse à renoncer à cette Chine rêvée, à notre « pro-Chine » mais même pertinents, parce que critiques et vigilants, nos jugements n'ont plus aucune efficacité. Quelqu'un comme Jean Paul Sartre, et d'autres de sa génération, a pu nourrir l'illusion que ses écrits ses interventions étaient à même de produire un effet de prise de conscience chez les hommes de l'Etat et un mouvement dans les masses populaires. A cet égard, on peut même parler d'une certaine complicité entre les intellectuels d'opposition (je n'ose pas écrire révolutionnaires) et le pouvoir d'Etat. Intervenant de manière simple et brutale, en censurant, en emprisonnant, le pouvoir qui réprimait les intellectuels leur accordait, de ce fait, du crédit et de l'importance. Du coup, les prises de position des intellectuels leur faisait courir des risques réels, mais leur donnait du poids dans le jeu politique. Je pense, bien sûr, à ce qui s'est passé en France au moment de la guerre d'Algérie, mais aussi au Mac Cartysme, à l'emprisonnement des intellectuels de l'autonomie italienne, etc... Pour nous, professeurs, chercheurs qui sommes salariés de l'Etat, voire même fonctionnaires, les choses ne se passent plus du tout ainsi. De même que les grèves pourrissent, que les manifestations ne débouchent que sur quelques jugements en flagrant délit, nos propres discours critiques sont privés de tout effet dans la réalité. La grande machi-

ne du Capital et de l'Etat poursuit son chemin, sans se préoccuper, et pourquoi le ferait-elle, en effet, de ces babillages à peine audibles. La répression que nous subissons, celle que je ressens et qui me place, comme d'autres, je crois, quelque part entre la névrose et le désespoir, prend la forme d'une déréalisation totale de nos discours, d'un mépris complet pour ce que nous pensons, ce que nous espérons, ce en quoi nous essayons de croire.

Comment analyser une répression qui ne nous soumet pas à la censure, ne nous menace pas de prison, mais nous rend simplement malheureux, clients potentiels des psychanalistes, et autres thérapeutes de tout poil ? Ce qui nous a motivés à passer de nombreuses heures de notre existence à réfléchir, écrire, élaborer, c'est sans doute un certain goût au libre exercice de notre pensée et la croyance en l'efficacité même relative de cette pensée. Ce que l'on appelle, je crois bien, l'esprit cartésien. Et nous nous retrouvons soit en train de participer à la production de plus-value (pour ceux d'entre nous qui travaillent dans les laboratoires de science exacte), sans qu'il soit tenu compte de l'intérêt propre que présente pour nous ce que nous faisons, ni de l'intérêt ou du danger que représentent certaines recherches pour la population, en train de participer à la reproduction sociale, idéologique ou professionnelle. Le mode de circulation des idées est tel que ce n'est que dans un cadre extrêmement limité que peuvent être émises des critiques. Je pense, en particulier, à ce que certains biologistes tentent actuellement de faire pour dénoncer ce type de recherches et de technologie particulièrement dangereuse à la fois pour ceux qui y travaillent et pour l'ensemble de la population, que sont les **manipulations génétiques**, (*), sources d'importants profits pour l'industrie pharmaceutique et de non moins importants avantages de carrière pour ceux qui y travaillent. Il y a fort à parier que, comme pour le nucléaire, ces critiques, aussi argumentées soient-elles, resteront sans effet.

C'est bien sûr que l'Etat maîtrise tous les moyens de communication de masse, que l'on accorde foi à son discours, et qu'existe une indéniable connivence entre lui et les organisations (partis, syndicats) chargées de s'opposer à lui. C'est aussi que, payés par lui, pris dans cette sécurité cotonneuse et infantilissante qu'il nous procure, nous ne sommes plus en mesure d'imaginer, d'une façon tant soit peu sérieuse et suivie, le mode de vie en

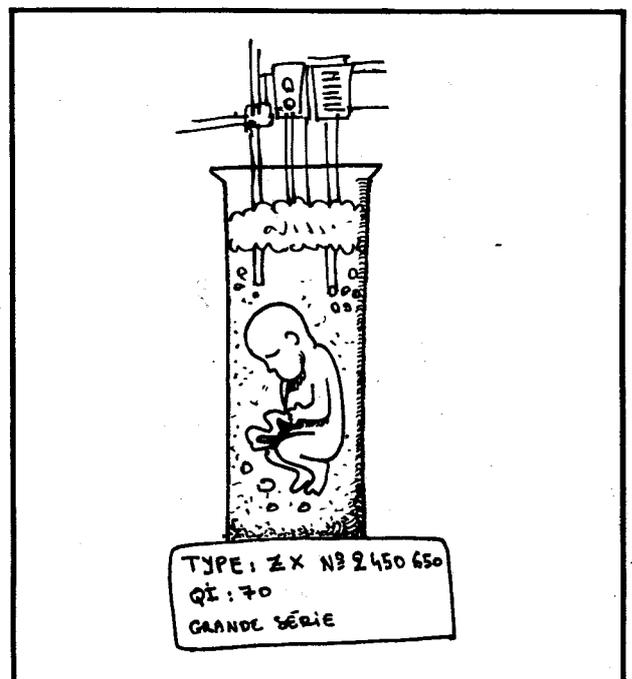
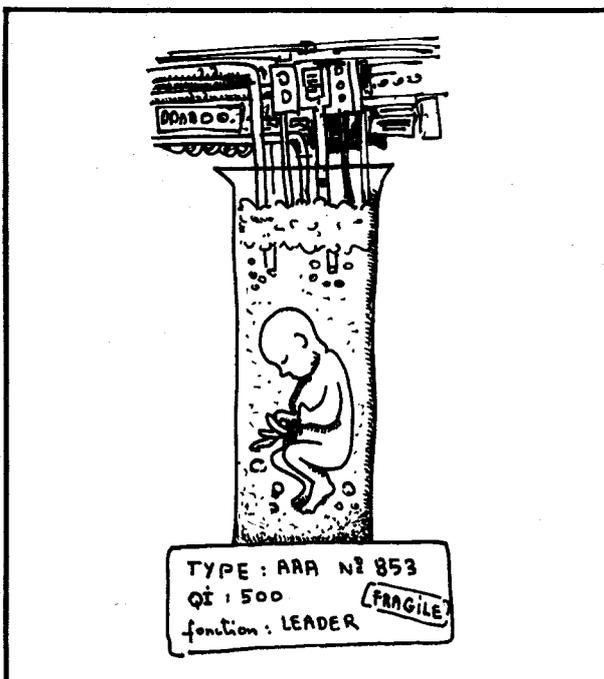
société que nous désirons et les moyens que nous pourrions utiliser pour y parvenir. Nous sommes réprimés dans notre capacité d'imaginer, de collectiviser nos expériences, d'inventer des formes de lutte nouvelles et efficaces, non pas que l'on nous interdise d'imaginer ou d'inventer, mais parce que si nous ne reproduisons pas les discours ou les comportements qui servent l'Etat et qui lui servent, nous jouons les bouffons, dans nos salles de cours crasseuses, ou à Apostrophe (pour les Stars).

Quand on ne peut se résoudre à la soumission à l'ordre établi, au respect de la hiérarchie, au soutien explicite ou tacite à ceux qui exploitent qui matraquent ou qui tuent, il ne reste plus qu'à assumer sa marginalité, en allant planter sa tente sur un autre terrain. Ce qu'ont fait certaines femmes, dont je suis, pour qui ce qui compte n'est plus l'affrontement avec le pouvoir d'Etat, affrontement dont on sort nécessairement battu, mais l'édification d'autres lieux, l'invention d'autres modes de vie, la création d'autres liens sociaux. Rien de simple : les conflits naissent entre nous, et les relations avec le sexe d'en face ne sont pas toujours commodes. Mais nous avons le sentiment, à petit pas, d'avancer, sans savoir toujours très bien ce que signifie au juste cette métaphore. En somme un mode, très timide, de dissidence.

Sonia Herzbrum - Dayan

NOTES

- (1) Sur ce sujet, voire la série d'articles de Colette Guillaumin, dans *Questions Féministes*.
- (2) Cette méconnaissance, ou plutôt cette sous-estimation de l'importance du discours de parade dans l'exercice du pouvoir et même de la contrainte apparaît dans toute sa clarté dans l'analyse que Clastres fait de la chefferie indienne, exercice politique qui serait sans pouvoir, puisqu'en temps de paix le pouvoir du chef ne consisterait qu'à parler la société.
- (3) Là-dessus, voire dans Claude Lefort, *Un homme en trop*, le chapitre sur l'*Idéologie de granit*.
- (*) Voir I.R.L. 36 l'article sur les manipulations génétiques (n.d'I.R.L.).



DESERTEURS UNISSEONS NOUS...

Dans un futur proche, trois des quatre déserteurs : Alain Negron, Thierry Caradec, Jean-Daniel Bolzer, se rendront aux « autorités », lors d'une apparition spectaculaire.

Le G.S.D. s'est, d'ores et déjà, mis à la tâche, afin de contacter les groupes et individus qui auraient l'intention de participer à cette action, de même que de soutenir les déserteurs, lors de leurs procès.

Leur attitude est motivée par des raisons personnelles et par des choix tactiques « écho, publicité autour des procès, ... ».

Pascal Biquillon entend vivre sa désertion le plus longtemps possible, tout en la revendiquant publiquement.

G.S.D. B.P. 464, 75065 PARIS Cédex 2

On parle souvent de l'objection de conscience, et de la lutte des objecteurs.

Mais si beaucoup de jeunes sont antimilitaristes, la plupart d'entre eux souvent par manque d'information, ne peuvent bénéficier de ce statut. Une fois incorporés, coupés du monde extérieur il leur devient encore plus difficile de résister à l'institution militaire. Il est trop tard pour objecter ou s'insoumettre, les comités de soldats, là où ils existent, luttent pour améliorer la vie quotidienne des appelés sans remettre en cause l'armée elle-même.

Lorsqu'on est antimilitariste, ou qu'on le devient au contact de l'armée, on se rend vite compte qu'il est illusoire de vouloir lutter de l'intérieur ; la soumission, elle, devient chaque jour plus pesante. Il ne reste plus qu'une issue :

LA DESERTION

Quatre de ces déserteurs se sont regroupés ; ils assument pleinement leur acte et veulent en faire un moyen de lutte collective contre l'armée.

Ils travaillent en collaboration avec les membres du Groupe de Solidarité avec les Déserteurs (g.s.d.), qui est à l'origine de leur rencontre.

Alain NEGRON, originaire de MILLAU (Larzac), était incorporé à Toulouse. Il a déserté le 15 décembre 1979 après deux jours d'armée.

« Avant de partir à l'armée, je projetais l'insoumission. Il y a eu tout un tas de facteurs qui m'ont freiné, j'y suis allé. J'ai essayé la réforme, ça n'a pas marché. Je suis resté deux jours à l'armée, j'attendais la première permission pour partir.

J'ai essayé plusieurs villes et je suis arrivé sur Paris. J'avais l'adresse du G.S.I., mais ce n'était qu'une boîte postale. Après m'être baladé plusieurs jours dans Paris, je suis allé à une adresse où des gens de passage m'ont proposé de me loger. Parmi ces personnes il y en avait une qui

connaissait le G.S.D.

A cette époque il était dissous faute de déserteurs ».

Thierry CARADEC, originaire de la région parisienne, était affecté à l'état-major de l'armée, il a déserté le 23/1/80 après cinq mois et demi de service.

« Moi, avant de désertier, j'étais à l'armée. Blague à part je ne militais pas. Je connaissais des gens qui bougeaient mais c'est tout. Par coïncidence, j'étais en contact depuis le début avec les gens qu'Alain a rencontré, et donc qui connaissaient le G.S.D.

Quand je leur ai dit que j'allais désertier, ils m'ont mis en relation avec le Groupe ; on s'est retrouvé à deux pour lutter assez rapidement ».

Pascal BIQUILLON, originaire de la région parisienne, était affecté au S.D.E.C.E. (Services Secrets chuttt...). Il a déserté le 28/01/80, après six mois d'armée.

« Avant de partir au service, j'étais sympathisant écolo dans un groupe de quartier. J'avais entendu parler de l'objection. J'étais sursitaire ça paraissait lointain.

« ... Je me suis inscrit fin juin pour partir en août, sur un coup de tête. Le temps que je pense sérieusement à l'objection c'était trop tard.



répression mais quand j'ai vu l'armée à l'œuvre à Plogoff, je ne pouvais plus hésiter. J'ai lu l'adresse du G.S.D. dans «OBJECTION», et je leur ai écrit ».

Le G.S.D. s'est constitué en septembre 78 autour de Philippe GIROUD, déserteur depuis le mois de juillet de la même année, afin de lui assurer un soutien et de populariser sa lutte. En janvier 79, Alain PORT, lui aussi, se joignit au groupe.

Les membres du G.S.D. provenaient de diverses organisations antimilitaristes, plus tard des personnes qui n'avaient milité dans aucune organisation ont rejoint le groupe.

Alain et Philippe avaient demandé le statut d'objecteur. C'était pour eux une façon de signifier clairement leur intention de poursuivre une lutte antimilitariste au delà de leur désertion. De plus, cela facilitait les contacts avec diverses organisations et leur permettait lors du procès de fonder leur argumentation sur la revendication d'un droit fondamental : la liberté de conscience.

Ils rejoignaient tout à fait la lutte des objecteurs pour un statut que l'on pourrait demander à tout moment (même après son incorporation) et pour tout motifs (y compris politiques).

Au terme d'une campagne de popularisation, au cours d'une manifestation de soutien, ils ont été arrêtés. Après six mois de prison, ils ont été jugés le même jour (mais séparément), et condamnés à 18 mois avec sursis. Ils étaient libres le soir même. Cela se passait en octobre 79 au T.P.F.A. de Metz.

Momentanément dissous le G.S.D. s'est remis à fonctionner avec le premier des quatre déserteurs, Alain.

A la différence de Port et Giroud, aucun des quatre n'a fait la demande du statut d'objecteur de conscience. Ils sont d'accord pour mener une lutte assez radicale.

« On pouvait faire un autre Port et Giroud, pour faire avancer l'objection tout motif tout moment, mais on est parti sur la base qu'on voulait lutter contre toutes les armées, et comme pour nous une armée est indissociable d'un Etat, on refuse également la soi-disant nécessité d'un Etat. (Ce n'est évidemment pas notre seule raison de refuser l'Etat.)

Dans ce contexte, on ne pouvait pas demander le bénéfice d'une Loi, puisqu'on ne reconnaît pas son auteur ».

Dans les premiers temps de leur lutte commune, ils ont rédigé ensemble une lettre adressée au ministre de la défense : Y. Bourges, expliquant leur acte. Qu'il l'ait lue ou non a une importance tout à fait secondaire, puisqu'elle était destinée en premier à la presse, donc au public. (à ce jour, seule l'U.P.F. l'a publiée...)

Alain Negron, Thierry Caradec, Pascal Biquillon, Jean-Daniel Bolzer, entendent la désertion dans un sens qui dépasse largement le cadre de l'armée. Pour eux, la désertion est une forme d'insoumission :

« Il y a des gens qui s'insoumettent non seulement à l'armée, mais à diverses institutions autoritaires dans lesquelles ils étaient déjà, comme par exemple les mineur (e) s en fugue, les travailleurs qui quittent leur boulot aliénant, des attitudes qui traduisent une désertion civile ».

Il n'y a pas de moment privilégié pour s'insoumettre : Lorsqu'on prend conscience de quelque chose qui entrave notre liberté, alors on résiste, on se bat ».

La DESERTION est donc tout simplement un acte d'INSOUMISSION. ■



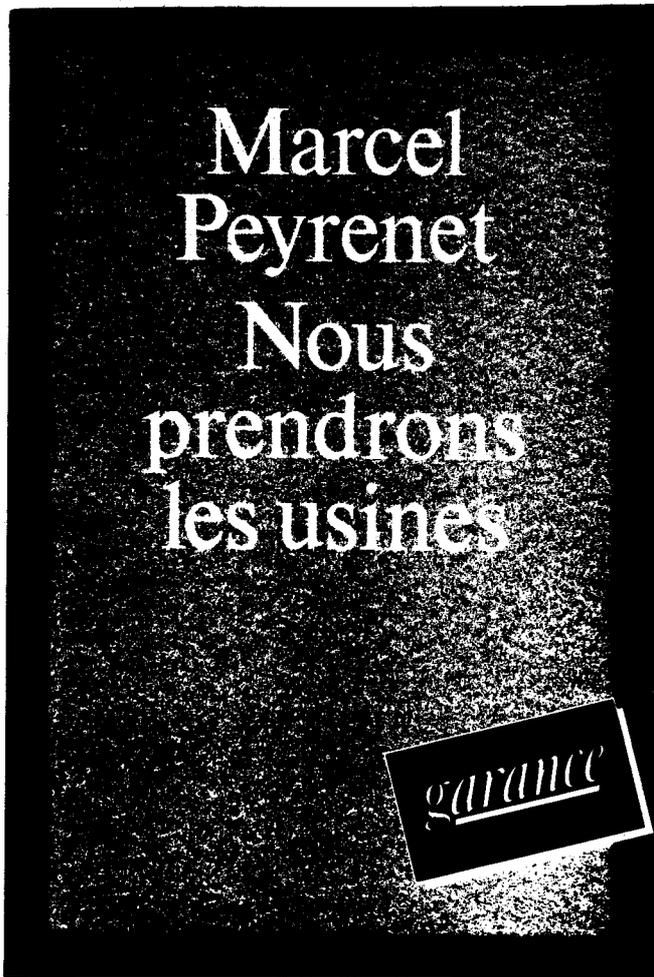
pense sérieusement à l'objection c'était trop tard.

Au bout de trois mois d'armée, j'ai eu un accident de vélo, ce qui m'a fait deux mois de convalescence. C'était au moment du remue ménage autour de Jean Fabre. Déjà, je m'étais dit que je voulais partir de toute manière. Je mettais mes deux mois à profit pour organiser ce que je voulais faire après. J'avais déjà en tête l'idée d'un comité de déserteurs. C'est en cotoyant des objecteurs que j'ai su qu'un G.S.D. avait déjà été créé. De là je suis arrivé à contacter les deux autres déserteurs qui étaient engagés depuis peu dans une lutte commune ».

Jean Daniel BOLZER, originaire de Pouldreuzic (PLOGOFF), était incorporé à Vannes. Il a déserté le 22/04/80, après huit mois de service.

« Avant de partir à l'armée, je militais dans un comité de lutte antinucléaire. J'ai été informé de l'existence du statut d'objecteur, mais je croyais qu'il fallait en faire la demande trois mois avant l'incorporation. J'aurais en fait, encore pu le faire, mais je croyais qu'il était trop tard.

Je n'avais pas envie de désertir à cause de la



LA GESTION OUVRIERE CHEZ BERLIET
HEURES ET MALHEURS
D'UNE EXPERIENCE

L autogestion a-t-elle existé il y a trente cinq ans aux usines Berliet, à Lyon ? Tel était le thème sous-jacent au débat organisé à la GRYFFE, en Novembre, à l'occasion de la sortie d'un livre sur l'expérience de gestion ouvrière dans l'usine de camions poids lourds, après la Libération ? (1)

Enoncer le sujet donne la dimension de son intérêt : réfléchir sur les conditions de l'autogestion non plus à partir de constructions théoriques ou modèles étrangers, en termes d'hypothèses d'école, de théories ou de l'aspect critique mais à partir d'une réalité et d'une pratique concrète. Et ceci avec la présence et la participation de quelques uns de ceux qui vécurent ou dirigèrent l'expérience : BARDIN, socialiste, directeur technique de la gestion ouvrière, POIZAT, communiste, délégué syndicaliste des techniciens, GIOVANETTI, communiste, ancien commandant FTP affecté par la suite chez Berliet, BURLAT, qui démissionnera des jeunesses radicales socialistes en 1935 par pacifisme, membre du comité de gestion syndicaliste, et MASNEUF, ouvrier chez Berliet, dirigeant de la CNTF dans l'usine à l'époque.

Ce qui frappe avant tout, lorsqu'on parle de l'expérience de gestion ouvrière chez Berliet, c'est l'intensité avec laquelle cette épisode est occultée dans la mémoire du mouvement ouvrier.

Cette oblitération est d'ailleurs à l'origine du livre. Son auteur, Marcel Peyrenet dit d'ailleurs, en ouvrant

le débat que son ambition a été de tirer du ghetto ces faits historiques pour qu'ils servent l'histoire présente. La mise sous séquestre des usines Berliet à la Libération n'est pas un fait isolé. D'autres usines de la région, à Lyon même, à Grenoble et à Marseille furent à l'époque l'objet de la même mesure, à la suite de l'attitude de leur patrons sous l'occupation.

Pourtant Berliet fut la seule de cette importance — plusieurs milliers de travailleurs, de 4 000 au départ à plus de 10 000 — où la gestion ouvrière persista aussi longtemps dans des structures aussi radicales.

Mesure provisoire donc, dans l'attente du jugement des Berliet - emprisonnés à Montluc - le séquestre prit chez Berliet une dimension sociale innovatrice sous l'influence des forces de la Résistance et des syndicats.

Marcel MOSNIER, résistant communiste nommé administrateur du séquestre par Yves Farge commissaire régional de la République dans Rhône-Alpes, secondé par Alfred BARDIN pour la partie technique, forme un comité de gestion pour diriger l'usine. Il était constitué des représentant des sections syndicales de l'usine, délégués par les organisations et révoqués par elles.

Des comités de bâtiment élus furent dotés des pouvoirs les plus étendus pour discuter des conditions de travail, de la production, avec les cadres techniques. Le règlement intérieur de l'usine élaboré par Marius Berliet, dictatorial, fut remplacé par un règlement élaboré avec les syndicats. Des assemblées de travailleurs furent organisées. L'embauche des travailleurs, leur licenciement furent placés sous le contrôle des organisations syndicales.

Au départ de l'expérience, les militants syndicalistes — l'usine est syndiquée à 98 %, pour la plupart à la CGT, avec quelques dizaines d'adhérents à la CFTC et à la CNT — détiennent donc à la fois le pouvoir de décision et le pouvoir de contrôle par lequel passe la réalisation de l'autogestion. Ceci avec une force telle, que Marcel Mosnier peut déclarer assez lyriquement que « la Révolution est faite chez Berliet ».

On est bien en face d'une gestion d'un type nouveau dont les structures seront réinventées des années plus tard par le socialisme autogestionnaire yougoslave.

Ce qui advint de l'expérience, ses péripéties, constituent le sujet du livre.

Disons pour les résumer qu'elles sont constituées par la convergence, les interactions de facteurs internes et externes.

Parmi les premiers, il faut mentionner l'attitude des ouvriers de l'usine face à l'expérience. Elle est à facettes. L'adhésion sentimentale dans les premiers temps, n'est pas contestable. Elle se traduit par l'héroïsme d'une minorité dans la reconstruction au cours des derniers mois de la guerre.

Mais les ouvriers ne changent pas fondamentalement leur comportement. Le « caduque », la « perruque » persistent et l'abstentionisme et particulièrement élevé, à l'époque des travaux, parmi les travailleurs paysans. Les salaires de chez Berliet ne sont pas relevés autant que l'aggravation des conditions de vie, la hausse des prix, le rendraient nécessaire. Le comité de gestion à les poings liés par le blocage gouvernemental en matière de salaire et ce n'est qu'en avril 1946 qu'il peut déclarer avoir atteint son objectif : faire de Berliet l'usine où on paie le mieux dans la région. Les incitations au stakanovisme, à l'homme nouveau ne changent pas la réalité. Des grèves éclatent parmi les outilleurs « aristocratie ouvrière » au cours de l'année 1946, sous l'impulsion de la CNT. Enfin, le rapport de force existant avant la guerre entre socialistes et communistes, s'inverse à la Libération dans la CGT réunifiée.

A l'automne 45 les communistes demeurent majoritaires dans l'appareil syndical et imprègnent peu à peu les postes responsables. Chez Berliet cet investissement est facilité par le poids de l'organisation communiste dans l'usine : 400 adhérents, soit 10 % des effectifs salariés. De plus, les cadres techniques fidèles aux anciens patrons obnubilés par Marius Berliet qu'ils adulent supportent mal la nouvelle organisation qui les dépouille d'une partie de leurs prérogatives de chefs. Ils freinent l'expérience.

Les facteurs externes ne jouent pas non plus en faveur de l'expérience. La Libération et son courant porteur d'espoirs s'éloignent, privant Berliet d'un appui très grand dans Lyon. Au début de 1946 les désillusions ouvrières sont grandes. Les appels à la reconstruction à l'effort productif passent d'autant plus mal que le conservatisme reprend pied ; la droite atterrée à la Libération retrouve des formes politiques d'expression.

Les tergiversations d'un ministre tel que Robert Lacoste — à qui Georges Villiers, président du CNPF et actionnaire de Berliet rendra hommage dans ses mémoires — écarte l'espoir de doter Berliet d'un statut qui légaliserait l'acquis.

Les débuts de la guerre froide marquent la fin de l'unité d'action entre socialistes et communistes, le début des affrontements. L'expérience rencontre aussi des difficultés économiques : elle doit s'autofinancer, payer cash ses fournisseurs privés, reconstruire, moderniser un appareil de production désuet — les machines outils ont 25 ans d'âge. Les doctrines économiques dirigistes dont André Philip député SFIO de Lyon et ministre se fait le champion rendent l'usine tributaire du gouvernement dans la fixation des prix, ses approvisionnements. Le secteur privé, comme Citroën bénéficie de mesures plus favorables que celles faites à Berliet. Par ailleurs, les anciens actionnaires tentent de revenir dans l'usine.

En réaction à ces difficultés, la situation se tend à l'intérieur de l'usine. L'appareil syndical ne prend pas de gants pour faire naître cet « homme nouveau » qui soutiendrait l'expérience.

A l'automne 1947, les ministres communistes étant chassés du gouvernement, l'unité d'action du comité de gestion est devenue anachronique. Un article du « Mécano » le journal communiste de l'entreprise déclenche une réaction des cadres. Ils se mettent en grève. En décembre Robert Lacoste écarte Marcel Mosnier de la gestion et place un membre de son cabinet à la tête. La phase qui s'ouvre alors est baptisée par l'auteur du livre la « normalisation ». Elle liquide l'originalité sociale

de l'expérience. Les comités de bâtiment sont supprimés, des militants syndicalistes licenciés.

A l'automne 49 c'est la reddition. Force ouvrière, la C.F.T.C., le syndicat des cadres négocie avec le représentant des actionnaires à qui le conseil d'Etat vient de rendre l'usine.

En 1950, l'expérience Berliet est bien morte. A la première réunion le conseil d'administration trouve dans la corbeille de la mariée une superbe dote : deux milliards d'investissements et de bénéfices des cinq années de la gestion sous séquestre. Les travailleurs ont produit pour la famille Berliet.

Le bilan de l'expérience sur le plan économique ? Sur le plan économique : la réussite indiscutable. La gestion ouvrière a introduit les méthodes techniques modernes dans l'entreprise. Les moteurs qu'elle met au point assurent pendant de longues années l'avance technique de l'usine. A quel prix ? Sous la gestion le nombre de chronométrés s'accroît chez Berliet ! Sur le plan social, la réussite également : l'usine se dote de moyens dans la lutte contre les accidents de travail. L'équipement médical du comité d'entreprise est considérable. Au plan de l'innovation sociale, par contre c'est l'échec : les espoirs politiques de l'expérience sont déçus. Les structures autogestionnaires n'ont pas fonctionné.

Le débat à la Gryffe a montré combien, malgré le temps, les témoins et acteurs de l'expérience ne peuvent surmonter les antipathies et les rancœurs pour tirer les enseignements théoriques de l'expérience. Dans ce sens, le débat n'a pas eu lieu et les assistants ont été déçus. Toutefois, l'aspect positif de la rencontre est d'avoir eu lieu. Pour la première fois, on a débattu publiquement de la gestion ouvrière chez Berliet. Ce débat, dans la mesure où il a eu lieu a permis de tirer cette épisode du mouvement ouvrier de l'oubli. Il répond au souci du livre qui subit de la part de l'ensemble de la presse, à ce jour, un boycott total. Il permet à ce livre de poser le débat en dehors de ses propres pages.

Quand, cependant, aura lieu le vrai débat, avec les ouvriers qui vécurent l'expérience à la base et les militants ouvriers des usines R.V.I. (ex Berliet) ?

(1) Nous prendrons les usines. *La gestion ouvrière chez Berliet 1944/1949* de Marcel Peyrenet. Avec la reproduction de documents de l'époque. En vente à la Gryffe.

IL Y AVAIT TROIS RAISONS...

Il y avait trois raisons pour que l'expérience Berliet prenne fin.

1. La première est que c'était une administration séquestre provisoire qui n'avait pas été transformée par un statut définitif de nationalisation.

Il était donc à prévoir que les possesseurs des actions reprendraient leurs droits lorsque leur position juridique le permettrait.

2. En 1947, la guerre froide entre les deux camps (Est, Europe occidentale et E.U.) reprenait vigueur, les ministres communistes avaient été éliminés du gouvernement Ramadier en mai. Le P.C. mobilisait son appareil et ses forces pour préparer les violents mouvements de fin 1947. Chez Berliet, la puissance amplifiée du P.C. à Vénissieux

son contrôle précis de la CGT à partir de 1946 / 47, enfermait Mosnier, Directeur général, dans une contradiction exacerbée entre : la discipline imposée par le P.C. dont il se disait « fier » d'être membre, et la nécessité pour maintenir l'union de tous, de faire place au pluralisme des expressions de pensée. D'où entre autres, la tentative d'éliminer Bardin.

Là, comme ailleurs, le P.C.F., les cellules d'ateliers et la section d'entreprise étaient prisonniers de l'hégémonisme qu'ils veulent imposer.

Le manque d'esprit critique, l'incapacité d'assumer les divergences et la libre discussion dans le respect du droit à la différence, le refus du socialisme qui doit être pluraliste, les rendaient inaptes à promouvoir la base de l'autogestion future.

Je suis certain que c'est là que réside, en partie en 1980, l'échec de Manufrance, devenue incapable de changer à la fois la structure générale et les installations d'atelier manifestement dépassées.

3. D'autre part, la technologie n'est pas neutre et il eut fallu avoir le temps et la compétence révolutionnaire nécessaire pour promouvoir des techniques d'atelier permettant une large décentralisation des responsabilités, nécessitée par la marche vers l'autogestion.

Je suis convaincu que Lénine se trompait lorsqu'il écrivait dans la Pravda du 29 / 10 / 1918 : « Nous devons introduire immédiatement le travail au pièces. Nous devons essayer toute suggestion scientifique et progressive du système Taylor ».

C'était faire appel à une technologie basée sur la décomposition du travail réduit en miettes. Elle ne peut se concilier avec un régime de liberté car le taylorisme impose à la fois une grande rigidité dans le processus de production et un isolement de l'ouvrier à son poste de travail, donc une main d'œuvre docile, aliénée et qui a perdu de vue l'intérêt de son action dans le processus jusqu'au produit fini.

Pour préparer la libération de l'homme, il faut imaginer une structure très décentralisée et une technologie basée sur l'effort collectif.

C'est là l'amorce de la construction d'une autre société basée sur une autre culture qui prépare à l'exercice des libertés.

Le capital, lui, ne peut se développer qu'en s'appuyant sur une contradiction permanente entre sa nécessité de

dégager des profits et le maintien de sa domination de l'ouvrier.

Et ce que je viens d'énoncer à propos de l'expérience Berliet est très général. Dans mon action professionnelle de 1955/60 à 1975, j'ai eu à intervenir en Pologne, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, et plus longuement en Algérie, tous pays dits socialistes. Partout au lieu d'engager une recherche en commun d'un dépassement collectif avec la participation syndicale, il me fut imposé d'appliquer simplement la technologie éprouvée par notre monde capitaliste. A ma connaissance, c'est vrai pour tous les contrats.

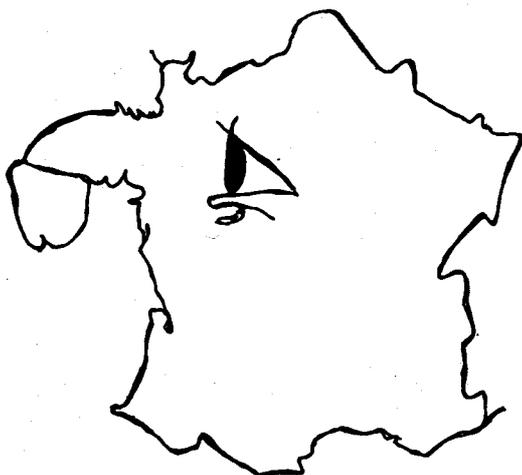
Nous pouvons espérer qu'en particulier avec les progrès rapides des moyens de l'informatique, cette possibilité de dépassement pourra apparaître aux générations qui nous succèdent.

Une caractéristique de notre temps, c'est que tandis que le prix de l'or, en 10 ans, a été multiplié par 18 (35 à 630 \$ l'once) et celui du pétrole par 12 ou 13 (28 \$ à 33/35 \$ le baril), le prix de l'unité de mémoire d'un semi-conducteur a baissé de 25 fois pour se situer autour de 0, 25 F.

Cette constatation donne à la télématique, aux micro-processeurs, etc..., un large champ d'application. Cette situation devrait créer de nouvelles possibilités pour un autre enseignement et d'autres installations d'usines et de bureaux permettant la reconquête de l'outil par le travailleur.

Nov. 1980
BARDIN

AH! RDECOM



contraception masculine
paternité / non paternité
masculin
féminin...

La revue no 2
d'ARDECOM
vient de paraître
(dans toutes les bonnes
librairies)

Un groupe ARDECOM fonctionne à Lyon depuis le printemps 1980. Il est ouvert à tous et à toutes. Tout est à inventer, à faire.

Des hommes se sont fait vasectomiser.

Un groupe d'environ 10 hommes est prêt à faire une expérience de contraception hormonale.

Permanence au C.E.P. 44, rue St Georges
Lyon 69005

les 1er et 3ème mardi de chaque mois de 20h à 21 h.
Réunion générale les 3ème mardi du mois à 21 h

ARDECOM
des textes sur / autour
contraception ...
paternité ...
pouvoir ...

N° 2
des dossiers techniques
protocoles d'expérimentation
(pilule, chaleur ...)

Les 6 et 7 décembre 1980
2ème rencontre nationale de l'association ARDECOM

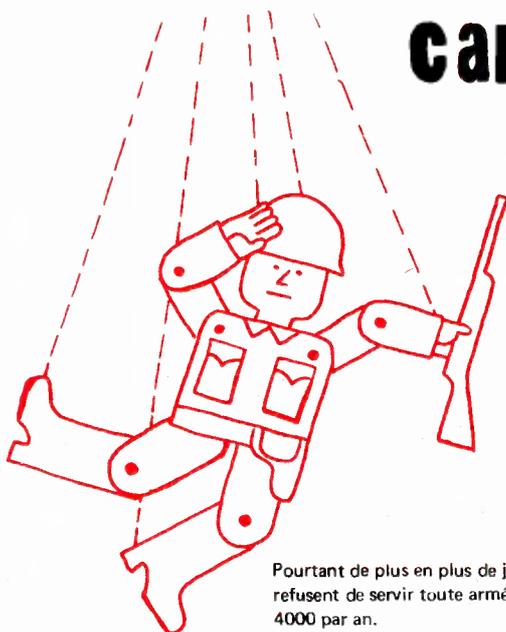
Début de la rencontre Samedi 6 à 14 h
à la M.J.C. des Etats Unis (101 Bd des Etats Unis)

Pour tous renseignements, écrire à ARDECOM / CEP
B.P 6 St Jean - 69245 Lyon Cedex 1
ou venir les 1er et 3ème mardi du mois entre 20 h et 21 h
au CEP 44, rue St Georges Lyon 69005

Participation au week-end : écrire à ARDECOM
en indiquant le nombre de personnes et 50 F (chèque
libellé à ARDECOM) par personne.
Précisez le besoin d'être hébergé ou non.

ARDECOM / LYON

carnet du Jour



Le GROUPE INSOUSSION, leurs enfants, petits-enfants, arrières petits-enfants, cousins, parents et alliés, ont la grande douleur de vous faire part de la condamnation de leurs amis qui eut lieu dans la plus stricte intimité (!).

- Monsieur Xavier BAUDRY condamné le 25/07/80 par le T.P.F.A. de Lyon à 15 mois de prison, actuellement incarcéré au Fort Montluc.
- Monsieur Alain JOSSERAND condamné le 11/07/80 par le T.P.F.A. de Lyon à 18 mois de prison, actuellement incarcéré au Fort Montluc.
- Monsieur Gilles MORARD condamné le 26/09/80 par le TPFA de Lyon à 12 mois de prison ferme, actuellement à la prison de Dijon.
- Pierre FRANCESCH, insoumis depuis le 22/02/70, arrêté le 2/10/80 actuellement détenu à la prison St Paul.
- Monsieur Gérard FONTAINE, insoumis, arrêté le 31/10/80, actuellement aux arrêts de rigueur à la Valbonne.

Le GROUPE INSOUSSION et les personnes susdites, remercient très sincèrement toutes les personnes qui par leur absence ont permis que de telles condamnations puissent s'exercer librement....

Pourtant de plus en plus de jeunes refusent de servir une armée de classe, impérialiste, sexiste ; en fait, ils refusent de servir toute armée école de l'autoritarisme et de la soumission. Le ministère en avance pudiquement 4000 par an.

QUI SONT-ILS ?

Aux yeux de la loi est déclaré "INSOUMIS" toute personne tenue au service national à qui un "ordre de route" a été notifié et qui n'a pas rejoint son affectation, sauf cas de force majeure, dans un délai de huit jours. Passé ce délai un avis de recherche, puis un mandat d'arrêt sont lancés sur le territoire national. En cas d'arrestation un insoumis risque deux ans de prison.

QUE FONT-ILS ?

Certains insoumis partent à l'étranger, d'autres, clandestinement ou publiquement, décident de poursuivre leur lutte sur place. Avançant l'insoumission TOTALE comme forme de lutte partout où il est nécessaire de battre en brèche l'autoritarisme, dépassant ainsi le simple cadre de l'antimilitarisme.

COMMENT SONT-ILS JUGES ?

Ils passent devant le T.P.F.A. (Tribunal Permanent des Forces Armées) à Lyon : 1, rue Général Mouton Duvernet, qui au nom du PEUPLE FRANCAIS (VOUS-MEMES) jugent tous les réfractaires au service national (déserteurs, insoumis....)

Tribunal d'EXCEPTION où, comble d'ironie, les Militaires sont à la fois juges et partie, et où il y a impossibilité de faire appel au jugement.

QUE FAIRE POUR EUX ?

- Assister aux séances du T.P.F.A. le vendredi à partir de 8 h 30, puisqu'elles sont publiques
- Ecrire aux insoumis sus-cités et leur poser les questions qui vous brûlent les lèvres....

MAIS être en accord sur les idées de l'insoumission ne SUFFIT PAS !

JN seul MOYEN pour soutenir l'insoumission : S'INSOUMETTRE SOI-MEME.
REFUSONS de devenir des matricules, refusons la résignation quotidienne.

INSOUSSION TOTALE, CIVILE ET MILITAIRE !

Groupe Insoumission
13, rue Pierre Blanc
69 001 - LYON

A partir du 1er décembre : PERMANENCE tous les lundis de 19 h 30 à 20 h

Nouvelles fraîches page 21

- Nouvelles plus fraîches :
Gérard Fontaines, déjà inculpé d'insoumission et refus d'obéissance, actuellement en grève de la faim, est pour cela inculpé aussi de mutilation volontaire.

MONTPELLIER

Les « bolchéviques » nous ont fait danser

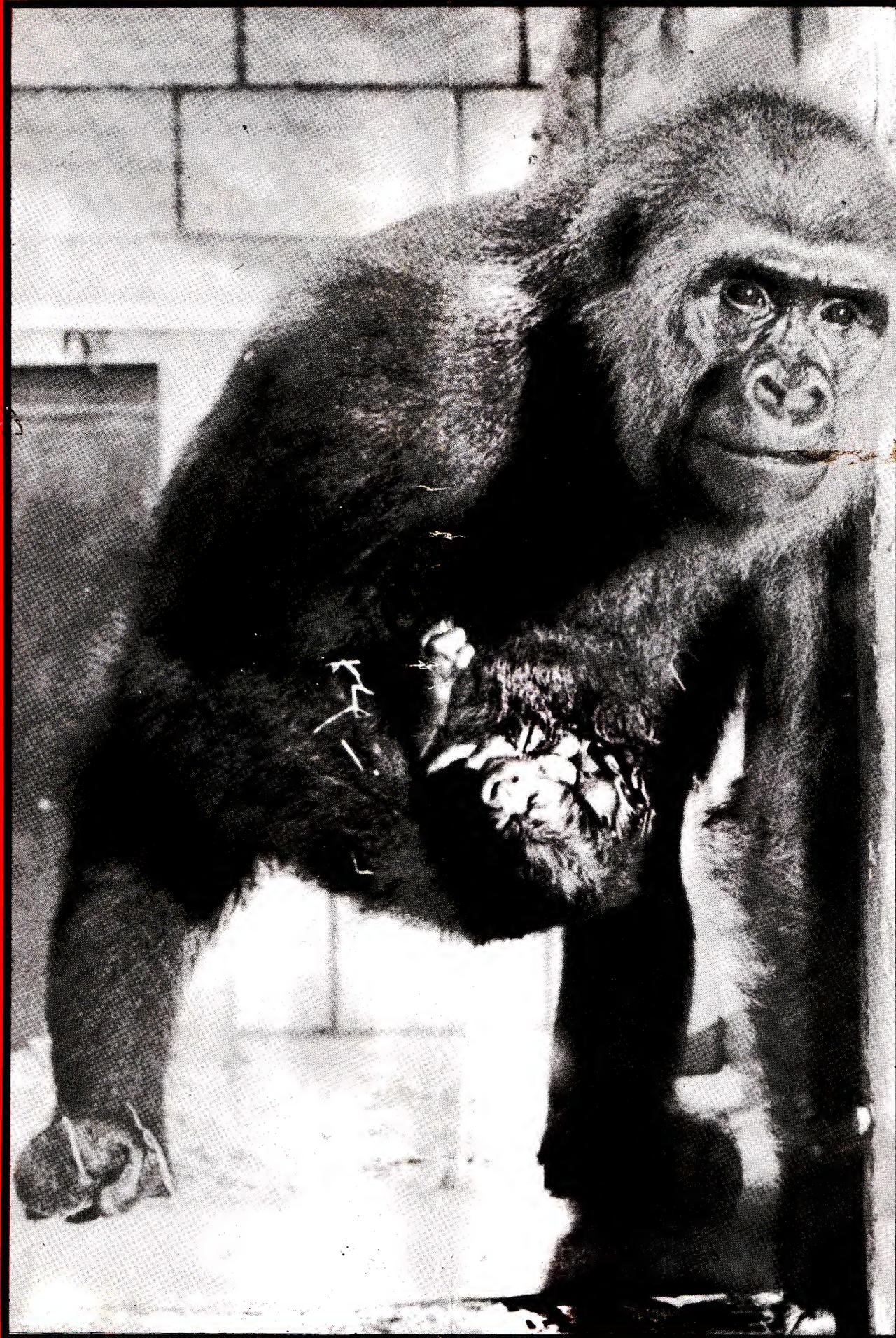
En outre, un vidéo sur les collectivités espagnoles, des chansons de plusieurs groupes ou « single » en français, en espagnol, en occitan, ont fait plaisir à une partie des présents même si les boissons et les livres représentaient une concurrence déloyale...

La danse aussi était à l'ordre du jour... La fanfare « Bolchévique » n'a pas caché son plaisir à nous faire danser ou jouer (mon âme de musicien n'a pas pu s'empêcher de prendre quelque instrument d'accompagnement...).

Voilà un compte-rendu, pas facile à écrire ; il aurait peut-être fallu être plus fidèle aux choses qui se sont passées? Mais moi, j'ai vu et vécu à peu près ce que j'ai écrit. Je remercie l'équipe de Montpellier et tous les intervenant (e) s.

A refaire

MIMMO



↑ Informations Rassemblées à Lyon — Dir. Pub. A. Thevenet — Commission paritaire : 55 270 — Ateliers d'Impression Presse Nouvelle ↓